Nouvelle Série
N° 14
10e Année

Défense de l'Occident

Juin
1961

Revue mensuelle, politique, littéraire et artistique

SOMMAIRE

La politique des « chiffons de papier » 3

Maurice Bardèche : Enquête sur le fascisme 8

Louis Guitard : Lettre à J.J. Servan-Schreiber 23

Pol Vandromme : Un été acide 34

L. Ernout : *Les services de M. Dulles et l'affaire cubaine* 47

D. Roy : *Pour une politique française dans le S.-E. asiatique* 55

CHRONIQUES :

Jean Setze : Un livre sur Austerlitz 60

Notes de lecture : par Louis Guitard 64

Spectacles : Un film tiré de Simenon 70

Les Arts, par F. H. Lem 75

Voix d'Occident, par J. M. Aimot 83

DOCUMENTS :

Nos lecteurs nous écrivent : L'Afrique du Sud 87

*

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de

à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°.....

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

.....

Signature,

Prix numéro ordinaire : 2,25 NF

Abonnements. — 1 an : 20 NF.

Etranger : 1 an : 25 NF.

Propagande : 50 NF.

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal adressé à « Défense de l'Occident », 58, rue Mazarine, Paris-6e, C.C.P. 65 35 - 65 Paris.

La politique des « chiffons de papier »

Balzac disait que la pensée est un des plus puissants agents de destruction. La maladie du XIXe siècle lui paraissait avoir pour cause principale cette nappe de pensée que la Révolution de 1789 avait répandue sur l'Europe comme la vapeur d'une chaudière et qui, s'infiltrant partout, rongeait et pourrissait toutes les structures sociales. Karl Marx ne dit pas autre chose au fond, avec des termes différents. Cette conscience qui naît du prolétariat est une émanation aussi puissante, aussi débordante, aussi corrosive. Le monde où nous vivons est « ypérité » de pensée. Lénine a compris que cette puissance invisible pouvait avoir ses ingénieurs, qu'on pouvait la diriger, la doser, la pomper, la fouler et la distribuer à travers les continents par un vaste système de tuyauterie. Le temps a fini par venir où elle pénètre nos masques eux-mêmes. Notre politique occidentale est imprégnée de ce poison mortel. Elle s'en nourrit, elle a la démarche titubante des intoxiqués, des mangeurs d'opium.

On pourrait illustrer cette idée d'innombrables exemples. Le paradoxe de l'Algérie le met en pleine lumière. Cette guerre

gagnée que nous entreprenons de perdre par des négociations, cette terre qu'on ne peut nous prendre par la force et que nous nous efforçons de ficeler pour pouvoir l'offrir, ce domaine qui nous appartient et qu'un coup de baguette va nous enlever, voilà le triomphe de la *pensée* sur le *fait*, de la suggestion sur la réalité, de l'ombre sur la proie. Nous allons donner l'Algérie *si nous le pouvons*, parce que trois idées nous ont pénétrés comme un poison et nous paraissent plus fortes que toutes les évidences.

1° Nous pensons que l'évolution qui porte les peuples colonisés au XIX° siècle vers l'affranchissement est un mouvement historique fatal et irréversible.

2° Nous pensons que la réprobation de la conscience universelle, telle qu'elle s'exprime à l'O.N.U., est plus déplorable et plus lourde que la perte d'un empire.

3° Nous pensons que notre prestige et notre grandeur ont pour origine les initiatives libérales que nous prenons et non l'étendue des terres sur lesquelles s'exerce notre pouvoir et celle des richesses naturelles que nous contrôlons.

Il serait instructif de suivre « l'histoire naturelle » de ces trois idées, qui inspirent la politique française actuelle. Nous en trouverions assez facilement la filiation marxiste sous leur apparence libérale. Ne retenons pourtant que leur présence et leur poids. Et voyons où elles nous mènent.

Je ne suis pas un juriste. Et je me borne à rappeler l'opinion des juristes qui refusent au gouvernement le droit d'abandonner sans y être contraint, une partie du patrimoine national que la Constitution déclare indivisible. Je ne place le problème pour l'instant que sur le plan politique. Or, voici la signification politique, c'est-à-dire le résultat de ce troc d'un empire contre une position confortable. En mettant les choses au mieux, c'est-à-dire en supposant que toutes les conditions, si l'on peut employer ce terme, de la délégation française soient acceptées, nous échan-

geons un territoire, c'est-à-dire un bien, ou patrimoine, une réalité, une chose, contre des engagements, c'est-à-dire contre un morceau de papier. En supposant encore le cas le plus favorable, à savoir que la bonne foi des contractants soit totale et qu'ils aient réellement l'intention de faire honneur complètement et loyalement à leur signature, quel recours avons-nous s'ils sont renversés, supplantés, débordés par des forces nouvelles qui ne se trouveront pas liées par le traité qu'ils auront signé ? Qui peut être assez fou pour ne pas voir que tous les constats de bonne conduite, la considération bien distinguée des Nations Unies et la conscience d'avoir favorisé un processus historique de décolonisation n'auront jamais le pouvoir de nous rendre, non seulement notre grandeur, mais même simplement notre indépendance perdue sans retour, si une république d'obédience soviétique s'installe sur le pourtour de la Méditerranée ?

Ce marché insensé est toute notre histoire coloniale depuis trois ans. Si les régimes que nous soutenons et avec lesquels nous avons traité disparaissent sous une poussée communiste, quel *droit* nous reste-t-il pour intervenir, de quelle *souveraineté* pouvons-nous nous réclamer pour empêcher l'institution d'un régime soviétique, c'est-à-dire le passage de nos anciennes colonies sous la puissance du bloc communiste ? La notion de *souveraineté* est la seule digue qui s'oppose jusqu'ici à la tactique de pénétration communiste. Il y a trois ans, nos colonies étaient imprenables sans guerre, car pour s'emparer du pouvoir une intrigue communiste était obligée de tirer sur les troupes françaises. L'existence de notre *souveraineté* matérialisée par la présence de nos garnisons est la seule garantie réelle contre une menace de subversion qui est nécessairement en même temps une menace territoriale. L'armée française restera-t-elle en Afrique du Nord ? Tout est là.

⁂

Cette politique du chiffon de papier, comme tout ce qui est contraire à la nature des choses finit par se heurter à des difficultés d'autant plus difficiles à vaincre qu'elles proviennent des faits eux-mêmes qu'on ne peut plier à l'absurdité. Les conversations d'Evian ont de plus en plus quelque chose d'*irréel* et de lunaire. Le gouvernement français est incapable, en réalité, de « livrer » cette Algérie qu'il offre et le F.L.N. est incapable, de son côté, d'en « prendre livraison ». Toutes les feintes, tous les pseudo-marchandages tournent autour de cette question capitale. Comment occuper une Algérie « inerte », soudain privée, par une non-coopération pire encore qu'une grève générale, de ses cadres, de ses techniciens, de son administration, vidée comme un poulet mort, hérissée de maquis et de villes dissidentes ou alors comment obtenir par la terreur ou par la ruse la collaboration forcée de ces esclaves indispensables ? Le F.L.N. ne peut recevoir actuellement l'Algérie que des mains de l'armée française, il ne peut l'*occuper* que s'il est installé par l'armée française, que si cette armée exécute ses ordres, arrête et désarme les opposants, dresse en accord avec lui les listes de nettoyage, que si elle fait régner elle-même *contre les Français d'Algérie* la terreur dont le F.L.N. a besoin pendant dix-huit mois. Evian ne peut déboucher que sur le dernier acte de la guerre d'Algérie, la guerre de l'armée contre les Français d'Algérie. Cette solution impensable est le seul dénouement logique. Qui peut la croire applicable sinon une poignée de fous ?

C'est le moment où la pensée se heurte aux faits, aux évidences, aux réalités qu'elle n'a pas réussi à détruire et qui lui opposent leur barrage. La pensée est le plus puissant des agents de destruction, mais il y a de temps en temps des roches qui résistent à cet acide. Tout d'un coup, elle se dégonfle alors comme une voile quand le vent a cessé et s'abat comme la misaine d'un navire en panne Cette impossibilité finale, cette impuissance du

dernier acte, est-ce cela qui donne aux nouvelles qui viennent d'Algérie ce ton d'optimisme singulier, et non seulement d'optimisme, mais d'assurance, de tranquille certitude ? *Le drame algérien commence maintenant,* mais il s'engage sur un paradoxe si insoutenable, que, pour ceux qui le vivent, l'issue ne paraît pas faire de doute, malgré les échecs des combats d'avant-garde. Car après stout, que se passe-t-il en Algérie ? Le moins qu'on puisse dire, c'est que nous n'en savons rien. Nous sommes, nous, sur la terre, intoxiqués, nous respirons notre ypérite et nous n'en voyons même plus les marques livides sur nos visages. Mais l'autre face de la lune, pouvons-nous seulement l'imaginer ?

M. B.

Maurice BARDECHE

ENQUETE SUR LE FASCISME

Je suis un écrivain fasciste. On devrait me remercier de le reconnaître : car c'est, au moins, un point établi dans un débat dont les éléments se dérobent.

Personne, en effet, ne consent à être fasciste. La Russie soviétique qui vit sous le régime du parti unique et de la dictature policière n'est pas un pays fasciste, c'est même, paraît-il, tout le contraire. Le gouvernement hongrois qui fait tirer les tanks contre les ouvriers et traduit les grévistes en Cour martiale n'est pas non plus un gouvernement fasciste, il défend simplement le pouvoir du peuple. Un gouvernement provisoire qui se sert du terrorisme pour imposer la volonté d'une fraction activiste à un pays tout entier n'est pas non plus une organisation fasciste, c'est un mouvement de libération nationale. Ce n'est donc pas la forme des institutions qui caractérise le fascisme, mais autre chose.

L'unanimité ne se fait pas plus sur les objectifs que sur les méthodes. Si vous défendez le capitalisme, vous êtes nécessairement fascistes, disent les communistes. Mais l'opinion commune ne les suit pas. Les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne d'Adenauer ne sont fascistes

que pour les délégués soviétiques et leurs auxiliaires. Même en France où les crises politiques ont amené au pouvoir une sorte de régime présidentiel, l'homme de la rue secoue la tête avec scepticisme lorsqu'on lui explique qu'il vit sous une dictature fasciste. Il ne suffit donc pas d'écouter respectueusement les présidents-directeurs généraux des banques et des grands trusts pour être convaincu de fascisme sans autre discussion.

Ce critère qui nous échappe, on sent toutefois, par quelques exemples, qu'il ne jouera pas éternellement aux quatre coins avec une conscience résolue. « Il y a des pays fascistes, s'écrie la conscience résolue, et vous savez très bien lesquels. Les dictatures militaires d'Amérique latine, les pays dont les hommes politiques ne sont que les régisseurs des marchands de jus de fruit, le régime de Franco en Espagne, voilà ce que nous appelons le fascisme. La définition que vous cherchez, tirez-la donc de votre propre analyse : un régime fasciste est celui qui refuse la liberté au peuple pour perpétuer les privilèges d'une minorité nantie. Ne jouez pas sur les mots. Le fascisme est l'union d'une méthode et d'un objectif : il supprime la liberté, ce qui n'est pas blâmable en soi, mais il la supprime pour assurer l'inégalité sociale et la misère, et c'est à cela que nous le reconnaissons. »

Il n'y a qu'une objection à cette définition, mais elle est embarrassante. C'est qu'il n'est pas un fasciste qui accepte de reconnaître le fascisme dans les dictatures militaires d'Amérique latine, dans les fiefs des marchands de jus de fruit et même dans l'Espagne de Franco, qu'il est d'ailleurs assez peu honnête d'assimiler aux exemples précédents. Dans ce que les intellectuels, les journaux et les partis appellent le fascisme, les fascistes refusent de se reconnaître. Ils vont plus loin : ils con-

damnent, comme leurs adversaires, ces exemples qui leur sont opposés. Qu'est-ce donc que ce fascisme dans lequel nous voyons tout autre chose que la presse, la radio et les docteurs de notre temps ?

Si j'étais seul de mon espèce, cet éclaircissement ne mériterait pas de commentaires. Mais il se passe un étrange prodige : l'écrivain fasciste, l'intellectuel fasciste, c'est un gibier introuvable, le régime qui accepte d'être taxé de fascisme, cela n'existe qu'aux antipodes et c'est aussi archaïque qu'un roi nègre, mais en revanche il y a des groupes fascistes et ils ne le cachent pas, il y a des jeunes fascistes et ils le proclament, il y a des officiers fascistes et on tremble de cette découverte, enfin il y a un esprit fasciste et il y a surtout des milliers d'hommes qui sont des fascistes sans le savoir, sous un autre bonnet qu'ils portent et qu'ils regardent avec suspicion, dont le fascisme, tel que nous le concevons et non tel qu'on le décrit, serait tout l'espoir si on leur expliquait ce que c'est. Voici le miroir où se reflètent nos cœurs : je veux qu'ils se reconnaissent. Ou qu'ils sachent, du moins, en quoi ils ne sont pas nos frères. Même nos ennemis, il faut qu'ils sachent de quoi ils sont ennemis. Le temps, qui a gonflé nos voiles, nous a fait doubler le cap des mensonges. La terre des mensonges s'éloigne dans la brume, les yeux de vingt ans ne la voient plus. Et maintenant, dans le vent qui se lève, il ne faut plus avoir peur des mots.

●

Et d'abord, ouvrons les fenêtres du château hanté dans lequel rôdent les spectres du passé. Chassons les fantômes de leur table de marbre. Profanons les grandes salles silencieuses de notre histoire pour y trouver ce que le temps a laissé intact, ce que la jeune aurore fait briller.

Au lendemain de la défaite, il fallait arrêter la grande peur devant le mensonge, le sauve-qui-peut sous le feu roulant de la propagande. Rompus aux genoux comme les andouilles de Rabelais, voilà ce que nous étions tous. Alors il fallait un seul cri, un cri de ralliement, un feu sur une colline pour montrer qu'à cet endroit-là, il y avait des gens qui se défendaient encore. Parce que le mensonge avait tout confondu, nous avons tout recueilli, parce qu'on étripait sans discernement, nous avons pansé toutes les blessures, nous avons enterré ensemble tous les morts. J'ai défendu, avec quelques autres, le régime de Vichy et pourtant, je rejetais, dans le secret de mon cœur, les trois-quarts de ce qu'avait fait Vichy. J'ai défendu les accusés de Nüremberg : il y en avait que, dans le fond de ma conscience, j'aurais peut-être condamnés. Ce n'était pas le moment de faire un choix. L'injustice était indivisible, la réponse devait l'être aussi. Mais aujourd'hui, nous pouvons, sans lâcheté, dire la vérité. Nous devons la dire : il y a des aspects de ce que fut le fascisme dont le fascisme actuel refuse d'être solidaire.

Cette mise au point, qui n'a jamais été faite publiquement, ne serait peut-être pas absolument sans intérêt même si elle n'était rien de plus qu'une de ces confessions comme on en fait parfois devant la communauté des fidèles. Mais elle n'est pas seulement un *témoignage*. Je crois connaître assez ceux qui se nomment eux-mêmes des fascistes, pour affirmer que je parle en leur nom. Même si tous ne sont pas aussi sévères que je vais l'être, tous sentent confusément qu'ils ont le devoir de s'expliquer en cette matière et de commencer leur *Credo* en disant ce qu'ils ne sont pas. Qu'ils acceptent avec fierté leur héritage, mais qu'ils sachent qu'ils n'en feront une demeure que s'ils arrachent les ronces et les troncs morts qui l'ont encombré.

La première version du fascisme que nous présente l'histoire contemporaine est le fascisme italien. A l'origine, c'est un mouvement de militants socialistes et d'anciens combattants qui sauva l'Italie du bolchevisme. Mussolini est le fils d'une institutrice et d'un forgeron militant de l'Internationale. On le met en prison à vingt ans pour avoir fomenté une grève générale. Il est d'abord insoumis, s'exile en Suisse, traduit Krapotkine, la première revue qu'il fonde s'appelle *La Lutte de classe*, le premier journal qu'il dirige est un journal socialiste. Les débuts du fascisme ne démentent pas cette origine. Le discours de San Sepulcro qui est l'acte de naissance du *fascio* réclame la confiscation des biens des nouveaux riches, la dissolution des grandes sociétés anonymes, la distribution des terres, la participation des ouvriers à la gestion des entreprises, la suppression des titres nobiliaires.

En vingt ans, qu'est-ce que le fascisme a réalisé de ce programme ? Ce que nous pouvons dire, ce que nous devons dire, c'est qu'il a été autre chose. Très vite, le fascisme a oublié une grande partie de son programme révolutionnaire pour accomplir une œuvre d'efficacité pratique et d'union. Il était venu au pouvoir pour éviter l'anarchie, le chaos, la guerre civile. Il alla au plus pressé, rétablit l'ordre, le travail, la paix. Puis il organisa et construisit. L'Italie redevint la nation des bâtisseurs. La sève romaine remonta dans le vieux tronc. Mussolini fut d'abord un proconsul. Le fascisme produisit des routes, des hôpitaux, des écoles, des aqueducs, il assécha des marais, augmenta les récoltes. « Asfaltar no es gubernar » lui répondit-on. Mais il gouvernait aussi. Il mettait en place le corporatisme, réalisation plus délicate que celle d'un autostrade. La Charte du Travail n'était pas assurément l'écho du discours de San Sepul-

cro. Mais elle posait avec réalisme les fondations d'une cité socialiste que l'avenir pouvait étendre : le remplacement des assemblées parlementaires par des instances syndicales, la représentation ouvrière, les contrats collectifs, la sécurité sociale, l'organisation des loisirs étaient autant de bases de départ qu'une volonté de gestion socialiste pouvait développer et transformer. Une condition était pourtant essentielle. Puisque le fascisme voulait maintenir la propriété privée tout en imposant sa volonté à l'égoïsme du capitalisme libéral, il fallait savoir que l'Etat fasciste se trouverait en présence d'une lutte sournoise de chaque instant et qu'il s'engageait à une perpétuelle vigilance.

Ce fut alors la jeunesse du fascisme et j'avoue que je ne puis y penser sans regrets. Il y avait des chemises noires et des bottes, des licteurs et des bras levés, mais sans rien de rauque et de gigantesque. Mussolini était à peine protégé. Il aimait le peuple, les enfants, la familiarité. On avait accès à lui facilement. Parfois, il prenait son auto rouge — qu'il conduisait, dit-on, assez mal — et partait seul pour se promener en sa *province* d'Italie plus simplement que ne l'avaient jamais fait un Lélius ou un Scipion. On l'aimait. « Tu es nous tous » lui disait-on. Les slogans n'avaient pas apparu sur les murs et ce n'était pas un article de foi que Mussolini avait toujours raison. C'était une « dictature populaire » disaient les fascistes eux-mêmes, mot qui résonne bizarrement aujourd'hui. C'était le temps où Mussolini avait des guêtres blanches et un chapeau melon. J'aime assez cette période touchante.

Le *style fasciste* ne vint qu'après, avec ses uniformes, ses emblèmes, ses inscriptions, ses claquements de talon et son chef campé le poing sur les hanches, le menton haut. Ces formes militaires de la discipline symbolisent

l'unité de la nation. Elles lui font sentir sa force, elles la grisent d'efficacité, d'énergie, elles lui promettent une action virile, elles lui parlent d'honneur et de sacrifice. Par elles, l'homme échappe à sa vie médiocre et routinière, à la fonction sans joie qu'il accomplit humblement dans la cité, il devient un soldat à son poste, sa vie a un sens, il est uni aux autres hommes de sa nation comme le soldat est uni à ses camarades. Le fascisme traditionnel se reconnaît dans les défilés de ces jeunes héros bien durs, bien intransigeants, et qui peuvent fournir selon l'aveugle destinée à la fois des martyrs ou des assommeurs, des brutes ou des saints. Le combat contre le pouvoir, le combat pour empêcher les nations de mourir, ne peut se passer de ces phalanges, je le sais. L'homme, comme le torero, a besoin pour mourir de *l'habit de lumière.*

Mais ce civisme militaire, si la vie même de la nation repose sur lui, comme il finit par être dangereux ! Mussolini devenu *duce,* proclamé infaillible, ne paraissant plus qu'au balcon comme un pape, entouré de dignitaires qui s'immobilisaient devant lui à six pas, perd à mes yeux tout le charme du petit instituteur socialiste devenu conducteur de son peuple. Et surtout, *il n'est plus* ce conducteur de peuple qu'il était. L'éclat de la majesté, l'habitude de la représentation l'éloignent des hommes. Il ne connaît plus l'Italie que par des tournées spectaculaires et des rapports de préfets. Ce consul, au milieu des ovations, il se condamne à n'être plus qu'un bureaucrate. Les dignitaires du fascisme sont ses yeux, sa main, ses licteurs. Et si ce sont des imbéciles ? Si la distance devient chaque jour plus grande entre le *pays réel* et *l'idée* qu'entretient dans l'esprit du dictateur l'armée casquée qui passe en chantant sous ses fenêtres ?

La catastrophe du fascisme italien n'eut peut-être pas d'autre origine. Mussolini, irrité par les sanctions, rêvait

d'une Italie militaire, romaine, casquée, indomptable. Il entendait le pas des légions. Et le pas des légions résonnait, en effet, sous ses fenêtres, ses préteurs lui montraient sur des cartes les emplacements de ses camps. Il parlait de la « nation guerrière » et, à force d'en parler, il crut à la « nation guerrière ». Il oubliait le charmant peuple italien et les mandolines de Naples et les artisans laborieux de l'Italie et ses immenses terres pauvres et la soupe fumante sur la table de la famille qui attend le soir les enfants. Il regardait un rêve de dictateur au lieu de regarder le visage de l'Italie. Et il oubliait aussi que la justice sociale est une bataille qui se gagne chaque jour, qu'elle exige un amour infini et une attention infinie, qu'il faut une surveillance de tous les instants pour défendre celui qui travaille contre celui qui est riche et qu'on ne peut pas se contenter des rapports des préfets.

Perdu dans son rêve de grandeur, il jouait avec l'ombre et il oubliait l'essentiel. Empereur d'une nation fantôme, il appuie sur des boutons qui ne font rien marcher. Et, à la fin, comme le lieutenant Bonaparte faillit sauver à Montereau et à Champaubert la fortune de Napoléon, c'est le petit instituteur socialiste qui vint au secours miraculeusement du dictateur Mussolini.

Rien n'est plus émouvant dans l'histoire du fascisme italien que le retour aux sources accompli sous le poing de fer de la défaite. Le programme de la république de Salo en 1944, c'est celui sur lequel Mussolini aurait dû jouer vingt ans plus tôt son pouvoir et sa vie. C'est cela, la vérité du fascisme. Mais, comme les batailles de la campagne de France, elle venait trop tard. Il y a un moment où aucune sagesse ne peut plus arrêter les avalanches provoquées par les fautes. Mussolini est mort de son césarisme, de l'isolement que le césarisme entraîne, des chimères qu'il laisse se développer, de l'optimisme

et des satisfactions faciles dont il se contente, de la poudre qu'il jette aux yeux des autres et qui finit par l'aveugler. Le fascisme italien a été envoûté par le fantôme de Rome : dans cette ivresse historique, il a perdu le sens de la réalité. Nous devons apprendre que le fascisme ne peut pas se contenter d'être un césarisme.

●

Le national-socialisme allemand se rattache, lui aussi, à une vision historique, il a été baptisé par des fées non moins illustres dont le parrainage ne fut pas plus heureux. Tout différent du fascisme italien, il est né de la défaite allemande, de l'humiliation du peuple allemand et aussi de l'orgueil germanique. Vaincus après une guerre héroïque dans laquelle ils avaient montré la sombre bravoure des soldats d'Arminius, les Allemands demandèrent à leur passé germanique à la fois une justification de leur unité nationale menacée et une raison de croire en eux-mêmes. Pendant que des hommes en jaquette, penchés sur des cartes, dépeçaient l'Allemagne, une poignée de soldats vaincus songeaient au chant de guerre des lourds carrés entourant les chariots barbares, à leurs bras soudés, à leur marche puissante contre la ligne de Varus, à l'empire des chefs de guerre qui succéda à celui de Rome, au temps de Charlemagne qui est plus beau et plus poétique que le siècle d'Auguste, au grand fleuve Moyen-Age père de nos champs et de nos cités. Et ils sentirent alors le sol ferme sous leurs pas. Là était leur vérité, là était leur foi. Ce fut la limite de leur désespoir et la certitude de ce qu'ils étaient. Une Jérusalem nouvelle se leva pour eux sur les ruines de leur patrie : c'était tout autre chose que la gestion nationale que Mussolini se donnait pour tâche en 1921.

Une autre différence fondamentale est que le national-

socialisme n'eut pas le temps d'être réalisé. Hitler arrive au pouvoir en 1934 et, dès 1939, il abandonne à ses collaborateurs la réalisation des réformes et se consacre entièrement à la préparation d'une guerre qu'il juge inévitable. A partir de la guerre, les nécessités implacables de la lutte contre une coalition mondiale commandent toute la politique national-socialiste, elles changent entièrement le caractère du régime. Peut-on porter un jugement définitif sur un régime qui n'a disposé que de quatre années de paix pour modeler une nation ? Si nous prétendions juger le régime soviétique sur la Russie de 1924, quel communiste accepterait ce critère et quel adversaire du communisme oserait même le proposer ? C'est pourtant ce que nous faisons en jugeant sans appel le national-socialisme, d'une part sur ce que ses courtes années de plein exercice lui ont permis de faire, d'autre part sur ce que les nécessités de la guerre l'ont contraint d'imposer.

Dès lors, le procès qu'on fait habituellement au national-socialisme risque d'être complètement faussé. On met en accusation une doctrine et on la juge sur les résultats qu'elle a produits dans une période de fonctionnement anormal. En poursuivant la discussion sur ce terrain on ne rencontre que des passions et des cris de haine, on se heurte aux fortifications imprenables de la propagande que le temps peut seul recouvrir de mousse et désarmer dans l'oubli : cette tâche ne fait gagner que des blessures glorieuses, mais elle n'apaise pas, et, pour l'instant du moins, elle ne reconstruit pas.

Laissons donc cette discussion actuellement stérile. Au fond, ce qui est frappant, lorsqu'on recherche ce qu'une définition cohérente du fascisme peut retenir du national-socialisme, c'est l'étrangeté du national-socialisme, je veux dire par là ce qu'il a de foncièrement germanique, d'ina-

daptable aux autres peuples. N'eût-il pas commis des fautes desquelles nous n'avons aucune raison de nous déclarer solidaires, il est si loin de nous par son inspiration profonde qu'il est presque inutilisable. Ce qu'il y a d'essentiel dans le fascisme tel qu'il a survécu à la guerre n'a plus grand'chose de commun avec ce qu'il y avait d'essentiel dans le national-socialisme.

On admettra plus facilement une partie du moins de cette affirmation si l'on prend garde à la constatation suivante : la plupart des chapitres de *Mein Kampf* sont à peu près dépourvus d'intérêt pour un lecteur de 1960, aussi glouton de néo-fascisme que vous vouliez bien l'imaginer. Car ils traitent de la situation de l'Allemagne dans l'Europe de 1935, laquelle est aussi éloignée de l'Europe dans laquelle nous vivons que cette Europe de 1905 en fonction de laquelle ont été prises les positions de Maurras.

Ces chapitres de *Mein Kampf* sont doublement inutilisables pour nous : d'abord parce qu'ils s'appliquent à un équilibre de forces qui n'existe plus, ensuite parce qu'ils mettent le national-socialisme au service d'un nationalisme revendicatif qui a aussi profondément disparu de nos préoccupations que l'Europe de Poincaré. Arrachons donc les pages de *Mein Kampf* qui concernent le Traité de Versailles et les frontières allemandes. Mais tenons pour suspectes aussi toutes celles qui ont surtout pour objet de mettre le peuple allemand en mesure de soutenir cette revendication. Si le national-socialisme n'est qu'une doctrine de revanchards, il n'y a rien à en tirer pour nous.

Cette remarque n'est faite qu'en passant. L'essentiel est ailleurs. Le voici : la vision germanique ou médiévale du monde n'est pas plus fondamentale pour un fascisme moderne que la vision romaine de Mussolini. En-

tendons-nous sur ce point : lorsqu'elles nous parlent de travail, de courage, d'héroïsme ou lorsqu'elles nous rappellent notre commune origine ou notre commune vocation, rien n'est plus essentiel que ces images de notre passé, rien ne nourrit mieux notre sensibilité et notre pensée. Mais ces évocations nourricières de l'imagination ne doivent pas être transformées en mythes et encore moins confondues avec des médicaments. L'Allemagne du Saint-Empire, la puissance romaine, la France de Louis XIV ne sont pas des chevaliers de pierre qu'un coup de baguette peut ressusciter. Leur grandeur contient des secrets de vie et de jeunesse que nous avons à retrouver. Mais leur résurrection, si elle était possible, ne suffirait pas à sauver l'Occident. Nous avons à nous sauver chaque jour et nous aurons à nous sauver chaque jour : en cela les peuples sont comme les chrétiens. Le rêve historique hitlérien contenait donc en lui-même la même part de chimère que le rêve maurrassien ou le rêve mussolinien, il ne reposait sur aucune affirmation universelle, il ne contenait aucune mission pour tous les hommes, il n'affirmait qu'une mission du peuple allemand.

Mais il offrait ceci de plus redoutable, d'infiniment plus redoutable que le rêve de Mussolini : c'est qu'il engrenait quelque part avec la réalité. La chute de Mussolini fut une chute normale, en quelque sorte, elle fut une chute de capitaine d'industrie, une chute d'inventeur, la chute héroïque, la chute classique d'Icare, celle des hommes qui ne sont plus *en prise* avec la réalité. La chute d'Hitler fut effroyable parce qu'il avait pris toute la nation allemande dans son rêve, parce que le peuple allemand fut *pris* tout entier comme la glace d'un fleuve est *prise* par l'hiver et que la catastrophe s'abattit non sur le rêveur seul, mais sur tout.

Car le fait *sans rapport avec le fascisme*, ce fut de

jouer cette carte germanique seule et surtout de jouer *l'homme germanique seul*, à l'exclusion des autres hommes. Le fascisme n'a jamais rien dit sur *l'homme germanique seul*. Il aime bien l'homme germanique, le fascisme, il n'est pas contre : mais il ne lui reconnaît aucune exclusivité, il lui reconnaît des qualités, ce n'est pas la même chose, mais aucune exclusivité, et il n'y a pas de raison, je veux dire il n'y a aucune raison *universelle*, aucune raison de sagesse et de justice pour lui conférer en effet une exclusivité. Car l'Europe n'est pas seulement le Saint-Empire, elle est aussi l'Europe de César, elle est aussi la France de Louis XIV. Et l'Allemagne succomba sous cette faute immense et sous aucune autre : d'avoir voulu réaliser sa chimère historique, d'avoir cru surtout qu'elle *pourrait* la réaliser, d'avoir cru que *l'homme germanique seul*, comme Josué, pourrait arrêter le soleil.

Car tout est venu de là. « Les Allemands perdront la guerre, me disait quelqu'un en 1942, *parce que c'est une petite nation*. » Je crois qu'il ne faut pas chercher ailleurs en effet, la cause de la défaite allemande. Une petite nation, un point rose, une petite tache rose dans un univers tout entier contre elle, avec ses forges, avec ses flottes, avec ses avions, avec ses bataillons inépuisables. L'homme germanique, il avait beau être digne des compagnons d'Arminius : il le fut. Mais il ne pouvait pas vaincre *seul*, il ne pouvait pas arrêter le soleil, *l'homme germanique seul*, il ne pouvait pas imposer au monde la paix germanique, la loi germanique, la grande paix silencieuse du Saint-Empire.

Et les fautes sont venues de là aussi. Il y avait à Berlin en 1934, 42 % de médecins qui étaient juifs, 48 % des avocats, 56 % des notaires, 72 % des agents de change, 70 % des propriétés foncières de Berlin appartenaient

aux juifs. Aurait-il vraiment paru exorbitant que le gouvernement allemand prétende réintroduire quelques Allemands dans ces emplois réservés ? Une politique de délestage conduite avec prudence, aurait-elle exposé l'Allemagne à cette conjuration internationale de la haine dont Hitler avait lui-même expliqué la puissance ? Mais tout fut passionnel et, ce qui est pire encore, scientifique. Au lieu des normes habituelles de la politique — ce qui est utile, ce qui est possible, ce qui est nécessaire — on vit apparaître une donnée inattendue, la biologie, qui est aussi étrangère au véritable fascisme que le nationalisme allemand.

L'homme germanique ne se contenta pas d'être la magnifique bête humaine qu'il était, avec ses qualités qui sont admirables, il ne se contenta pas de perfectionner, de cultiver, d'améliorer avec raison, comme dans un élevage, cette bête humaine courageuse et sérieuse qui avait poussé sur son sol, il éprouva le besoin d'inventer le contraire de l'homme germanique, de personnaliser l'anti-Germain comme il avait personnalisé le Germain et de l'extirper scientifiquement au moyen d'une analyse spectrale aussi infaillible que celles de l'industrie chimique. La métaphysique s'incarna encore une fois et avec le cruel automatisme de la science. Une vision systématique du monde se mit à battre l'aire comme une machine pour séparer le bon grain de l'ivraie. Et il fallait séparer le bon grain de l'ivraie, mais pas avec une machine aveugle qui écrasait des milliers d'ilotes inoffensifs, pas avec un système absolu, rigide, mécanique comme tout système. Mais la trieuse scientifique, nickelée, insensible, automatique, ensachait les hommes, semeuse aveugle de détresse et de haine. Et *l'homme germanique* sortait de cette machinerie implacable, *seul* cette fois, bien seul, statue sans mélange, dieu incorruptible, brillant comme

l'airain tout neuf, mais menaçant comme un dieu inconnu, comme un habitant d'une autre terre. Car la trieuse était un peu discrète sur nous autres Auvergnats. Et nous pensions au fond de nous, tout en admirant le courage des grands barbares blonds, que l'énergie, la loyauté, le sacrifice, la patience, cela peut se trouver aussi chez un laboureur de Romagne, chez un vilain paysan noir de la Castille Vieille, et même chez un Auvergnat.

Cette analyse laisse pourtant un point capital dans l'obscurité et j'en ai parfaitement conscience. Car, même si le fascisme n'est pas le nationalisme germanique et la sélection biologique, *néanmoins* cette conception aberrante du fascisme *a été et demeure*, non seulement pour les adversaires du fascisme, mais pour les fascistes eux-mêmes, l'image la plus forte, la plus entraînante, la plus héroïque du fascisme et par conséquent le fascisme même. Parce qu'au fond, le parti unique, ses SS, le *führerprinzip*, le gouvernement autoritaire et jusqu'à un certain point le racisme même ont fini par devenir les attributs caractéristiques du fascisme, et, pour ainsi dire, les caractères zoologiques qui permettent de l'identifier.

Prenons donc les pinces du monstre, ses antennes et ses griffes et grattons-les.

(*A suivre.*)

MAURICE BARDÈCHE.

Louis GUITARD.

A Maurice Bardèche

Paris, 14 mai 1961.

Mon cher Bardèche,

J'avais apprécié l'éditorial que, dans L'Express *du 13 avril, Jean-Jacques Servan-Schreiber avait intitulé : « Un homme dans l'espace ». Et Servan-Schreiber avait publié ma lettre d'approbation, dont le mérite était d'être brève.*

Le 2 mai, je lui ai adressé une seconde lettre, qui a, elle, l'inconvénient d'être très longue et qui ne peut guère être publiée que par une revue.

J'ai pensé à Défense de l'Occident.

Cela n'est pas un paradoxe.

D'abord, parce que je suis actuellement frappé beaucoup plus par ce qui peut rapprocher certaines oppositions de droite et de gauche à la Ve République que par ce qui les divise.

Ensuite, parce que vous avez eu pour mes... « déviations » une compréhension que je n'oublie pas.

Quand, à la fin de l'année 1954, j'ai voulu m'adresser à mes amis de droite pour leur dire : « Attention ! Ne vous laissez pas empoisonner par les campagnes déclenchées contre Pierre Mendès-France ! Une chance vous est offerte d'aider un homme assez exceptionnel à gouverner intelligemment et, au fond, selon vos vœux... », aucun journal de droite n'a voulu publier mon article. C'est vous qui l'avez recueilli.

Sans doute n'avez-vous pas lieu aujourd'hui de le regretter. Nous pouvons mesurer maintenant le gouffre qui sépare l'idée que se faisait Pierre Mendès-France d'une Union Française bâtie sur le discours de Carthage et la conception gaulliste de la décolonisation. Mais alors, votre compréhension n'allait pas sans courage puisque la mode, chez nos amis, était d'affirmer que Mendès-France « bradait » l'Empire !

La présente lettre à Jean-Jacques Servan-Schreiber pourrait peut-être aider certaines autres compréhensions, de différents bords, à se révéler et à se nouer.

Je ne crois pas qu'elle aura été infirmée par les événements de ces prochaines semaines lorsqu'elle paraîtra, au mois de juin, dans Défense de l'Occident. *Tout au plus risque-t-elle d'être dépassée dans le sens du pire. En tout cas, elle ne sera pas inopportune.*

Il me reste, une fois encore, à vous remercier pour votre accueil. Où ai-je lu, où ai-je entendu dire que vous étiez un « fasciste » ? Votre revue sera bientôt le dernier refuge de la pensée libérale...

Bien cordialement à vous,

L. G.

Lettre à
Jean-Jacques Servan-Schreiber

Paris, 2 mai 1961.

Monsieur le Directeur,

J'ai applaudi sans réserve à votre éditorial du 13 avril : « Un homme dans l'espace ». Par contre, les réflexions que vous suggérait, dans *L'Express* du 27 avril, l'échec du coup d'Alger m'ont déconcerté.

« La France, écrivez-vous, a été sauvée par les Français ». Mais la radio, la presse, chez nous et au dehors, ont crié à la victoire de « l'homme-miracle », chanté à qui mieux-mieux le los du « plus grand Français du siècle ». Des Américais vont jusqu'à suggérer au Président Kennedy de s'inspirer, dans sa lutte contre Castro, des recettes du Général de Gaulle...

« On ne fera plus croire à la masse des Français, écrivez-vous encore, qu'il suffit de s'en remettre à un homme et de lui déléguer la gestion des affaires. » L'Homme vous a répondu : il utilisera « l'article 16 » jusqu'à la paix algérienne, c'est-à-dire pendant des mois, sinon des années. Il est, désormais, seul et souverain maître.

Et vous concluez : « Une chance vient de naître pour la France ».

Comment avez-vous pu y croire ?

⁂

Si, quoi qu'il en dise, la légitimité du Général de Gaulle pouvait, en 1944, être sérieusement contestée, depuis mai 1958 elle ne peut plus l'être. Mais peut-on oublier les conditions dans lesquelles la sédition du 13 mai, canalisée par le général Salan et par M. Jacques Soustelle, a imposé De Gaulle à un pouvoir débile et soucieux, au surplus, de ne pas dresser les Français les uns contre les autres ?

Cette sédition était née des craintes qu'avait suscitées, dans la majorité de la population française et une partie de la population musulmane d'Algérie, des bruits vagues de négociation avec le F.L.N. « Et alors, déclarait le Général de Gaulle dans sa conférence de presse du 19 mai, les Algériens crient « Vive de Gaulle ! » comme le font, d'instinct, les Français quand ils sont plongés dans l'angoisse ou emportés par l'espérance... Les Français d'Algérie ne veulent, à aucun prix, se séparer de la métropole. Car on ne crie pas « Vive de Gaulle ! » quand on n'est pas avec la Nation. »

Devenu chef du gouvernement, il ajoutait, le 4 juin, à Alger : « Je déclare qu'à partir d'aujourd'hui la France considère que dans toute l'Algérie, il n'y a que des Français à part entière... avec les mêmes droits et les mêmes devoirs. »

Et, le 13 juin, il précisait : « Pacifier l'Algérie, faire en sorte qu'elle soit pour toujours de corps et d'âme avec la France ».

C'est à son profit à lui, De Gaulle, que l'armée, comme il disait encore, avait su « endiguer le torrent pour en capter l'énergie ». Et il n'y avait aucun doute pour personne, ni en France, ni en Algérie, ni ailleurs : le pouvoir lui était remis *par* et *pour* l'Algérie française.

Jugeait-il cette politique impossible ? Certainement, puisqu'il a prétendu, le 11 avril dernier, que la rébellion n'avait fait que « confirmer, affermir dans son esprit ce qui était déjà sa pensée bien avant qu'elle n'ait éclaté » et que « depuis Brazzaville, il n'avait cessé d'affirmer (*sic*) que les populations qui dépendaient de nous devaient pouvoir disposer d'elles-mêmes ». Alors, pourquoi ne l'a-t-il pas dit dès le 19 mai 1958 ? Pourquoi n'a-t-il pas tenu à ceux qui allaient le hisser sur le pavois le langage de la loyauté ? Au lieu de cela, il s'est peu à peu détaché de la notion de l'Algérie française, d'abord dans des conversations particulières, puis, progressivement, dans des déclarations publiques, passant, par paliers, de la notion de l'autodétermination avec « francisation » offerte au libre choix des Algériens à celle d'un Etat algérien associé, plus ou moins étroitement, à la France. Il lui arrivait bien, parfois, pour éviter des heurts ou ramener à la sagesse Lagaillarde et ses hommes retranchés derrière leurs barricades, de faire quatre pas en arrière quand il venait d'en faire deux en avant. Mais celles des populations d'Algérie, qui l'avaient fait roi, comprenaient de plus en plus clairement le sens général de son évolution et, prises de terreur pour leur avenir, n'admettaient pas d'avoir été trompées.

Ce sentiment s'aggravait chez elles du fait que le Général de Gaulle en venait, justement, à parler de cet avenir avec une inconcevable légèreté. En privé d'abord : ce fut le cas, par exemple, lorsque, quelques semaines après une déclaration retentissante de M. Michel Debré : « Notre politique est faite de certitudes : légitimité de notre présence en Algérie, pas de négociation avec les rebelles, pas de virtualité d'un Etat algérien », il exposait au député Laradji ses projets de regroupement et, à l'inquiétude haletante de son visiteur : « Mais, mon Général, nous allons souffrir ?... » répondait avec désin-

volture : « Eh bien, vous souffrirez ». En public, ensuite : c'était le cas, lors de la dernière conférence de presse du 11 avril, quand, après avoir affirmé : « L'Algérie nous coûte plus cher qu'elle ne nous rapporte... J'ai brisé les complots qui voulaient me forcer à soutenir l'intégration... », il ajoutait : « Si les populations algériennes veulent se laisser mener à une rupture avec la France..., nous aurions... à regrouper (certains éléments décidés à rester français) en assurant leur protection. Et ensuite ? Ensuite, on verrait bien. »

Jules Roy a parlé avec plus de gravité de ces Français d'Algérie, qui ont là-bas leurs traditions, leurs souvenirs, leurs tombes, leur situation, leur famille et leurs biens. Et ce n'est pas vous qui contesterez la cruauté des propos présidentiels puisque vous avez noté qu'ils menaient ces Français « à l'affolement. « Nous en voyons déjà, écriviez-vous le 13 avril, les manifestations meurtrières.»

Nous n'avions encore rien vu. Mais comment ne comprendrions-nous pas l'angoisse profonde, le désespoir de nos compatrites d'Alger, soutenus par des personnalités et des unités militaires, qui partagent leurs sentiments pour avoir vécu près d'eux et bénéficié de leur confiance ?

Que le général Challe et ses compagnons, en s'insurgeant contre l'autorité légitime, se soient conduits en généraux factieux : je l'admets, contre l'avis même de M. Michel Debré, qui, du temps où il était sénateur, vouait, si je ne m'abuse, à l'illégitimité le gouvernement qui songerait à abandonner l'Algérie.

Mais donnant, donnant...

Vous voudrez bien admettre, d'abord, que le coup du 22 avril, comme l'affaire des barricades, n'est que la conséquence d'une politique hésitante dans ses buts comme dans ses moyens. L'Etat n'aurait pas été menacé s'il avait parlé avec franchise et agi dans la clarté.

Vous voudrez bien admettre, ensuite, qu'il est piquant d'entendre le Général de Gaulle gémir sur « l'Etat bafoué, la nation défiée, notre puissance ébranlée, notre place et notre rôle en Afrique compromis » et stigmatiser la révolte de « ceux dont c'était le devoir, l'honneur, la raison d'être de servir et d'obéir ». Qu'a-t-il donc fait en 1958 ? Ce fut alors, explique M. Michel

Debré, « un réveil de la nation et de l'armée, mais de la nation et de l'armée unies ». Et en juin 1940 ?... La nation et l'armée n'étaient-elles pas unies dans la même débâcle et dans une même volonté de changement ? « J'incarne aujourd'hui la légitimité française, proclamait Pétain au cours des années noires. C'est le respect de la légitimité qui conditionne la stabilité d'un pays ». Face au Maréchal, régulièrement investi pas l'Assemblée Nationale, se dressait un général « sans mandat » (l'expression est de Pierre Mendès-France) : De Gaulle qui, non content de relever l'épée brisée de son pays, s'était mis en tête d'établir un « pouvoir nouveau ». Il prêchait alors la désobéissance à une armée qui, sous la IIIe République, n'était jamais sortie de son rôle. L'exemple était donné ; le pli était pris. Le général Salan estime aujourd'hui, comme l'ex-sénateur Debré, que la légitimité ne compte plus en face des menaces de sécession qui pèsent sur un territoire considéré par lui et par d'autres comme national. Au nom de quel principe le Président de la République peut-il le condamner quand, en le condamnant, il rappelle sa propre dissidence de 1940 ? « Nous étions au fond de l'abîme », prétend-il. C'est le jugement que portent Salan et Challe sur notre situation actuelle. Alors, où est le critère ?...

Nous nous refusons à admettre que, dans un pays libre, démocratique dit-on, ce qui est vrai pour l'un est faux pour les autres. Il faut dénier, en tout temps et en tout lieu, au chef militaire le droit à l'insurrection — ou admettre toutes les insurrections militaires. Pour ma part, je les blâme toutes, ce qui ne veut pas dire qu'elles sont toutes sans excuses.

Dans son livre *Le Fil de l'Epée*, dessinant en 1932 son propre portrait, le commandant de Gaulle écrivait : « L'homme d'action ne se conçoit guère sans une forte dose d'égoïsme, d'orgueil, de dureté, de ruse. »

L'égoïste prend pour guide son moi.

L'orgueilleux a une opinion trop avantageuse de soi-même.

La dureté est un défaut d'humanité.

La ruse consiste à tromper les autres.

Est-ce sur de telles maximes qu'on fonde une morale d'Etat ? Qui donc a été bafoué et défié, si ce n'est, d'abord, les populations d'Algérie qui se veulent fran-

çaises ? Qu'on me pardonne un mot, que Littré dit méprisant. Il y a des époux fidèles qui ne veulent pas être répudiés et qui s'accrochent au conjoint inconstant, prêts à tout tenter pour le ramener à eux. Le coup du 22 avril est, en bref, une réaction de cocu.

∴

Cela, tout le monde le sait, tout le monde le sent. « Il ne suffit pas de faire peur : il faut convaincre », écrit M. Maurice Duverger, qui considère que le fond du problème, c'est d'en finir avec la dissimulation et la ruse, de parler et d'agir net, enfin. « Si les cadres militaires, si la masse des Français d'Algérie ont, les uns et les autres, l'impression d'être enfermés dans une situation sans issue, nulle épuration, nulle menace ne les empêchera de se lancer dans de nouvelles aventures. Si l'on forme des « desperados », rien ne les détournera de recourir à la violence. »

Or, le Général de Gaulle a choisi de faire peur, d'épurer, de menacer. Et pour cela, il dispose d'un outil parfaitement adapté à ses préoccupations : le fameux article 16.

Qu'il ait eu le droit de recourir aux dispositions exceptionnelles prévues par la Constitution, on en pourrait discuter. Deux conditions sont, en effet, prévues pour leur mise en application : il faut que « les institutions de la République, l'indépendance de la Nation, l'intégrité de son territoire ou l'exécution de ses engagements internationaux soient menacés d'une manière grave et immédiate » ; il faut aussi que « le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels soit interrompu ». Le dimanche 23 avril, la première de ces conditions était remplie ; mais la seconde ?... Elle ne se trouvait réalisée que sur le territoire algérien, pas en métropole. Si donc le chef de l'Etat a pu mettre en cause l'article 16 de la Constitution, c'est parce que, jusqu'à nouvel ordre, l'Algérie est partie intégrante du patrimoine national — donc, selon ses propres paroles, en vertu d'un « mythe ». Mais ne chicanons pas.

Ce qui est indéfendable, c'est que, la rébellion réduite, l'article 16 reste en vigueur à l'encontre de sa propre lettre. « Ces mesures (exigées par les circonstances), dispose-t-il, doivent être inspirées par la volonté

d'assurer aux pouvoirs publics constitutionnels, dans les moindres délais, les moyens d'accomplir leur mission ». Cela signifie que, les autorités légales ayant repris leur place en Algérie, le chef de l'Etat devait se défaire des pouvoirs dictatoriaux auxquels il avait jugé bon de recourir.

J'entends bien que, le gouvernement et le Parlement étant ce qu'ils sont, le Général de Gaulle dispose, en fait, à peu près seul de la puissance étatique avec ou sans article 16. Mais alors, pouquoi cette provocation inutile ? Pourquoi cette volonté délibérée de violer, une nouvelle fois, une Constitution dont il affirmait, dans sa conférence de presse du 11 avril, en scandalisant M. Beuve-Méry, qu'elle est « appliquée dans son esprit et dans sa lettre » ? Le parti communiste en tirera les effets qu'on devine. « Le pouvoir gaulliste a saisi l'occasion des événements pour se donner des armes nouvelles, dont il n'avait nul besoin », proclame M. Fajon : n'a-t-il pas raison ?

A la vérité, tirant prétexte du fait que des circonstances exceptionnelles exigent des mesures exceptionnelles — ce qu'il prétendait déjà en 1940 et ce que prétendait aussi, pour expliquer sa rébellion, le « quarteron de généraux en retraite » —, le Président de la République veut impressionner l'opinion et profiter de sa popularité pour sortir, sous les acclamations, de la légalité.

On nous avait parlé, en effet, en forçant le dictionnaire, d'un « quarteron de généraux ».

Or voici qu'une nouvelle épuration commence. Je ne parle pas ici des inculpations précises dont, j'ose l'écrire, bénéficient les chefs du soulèvement et leurs alliés directs. Je parle des arrestations arbitraires, des destitutions, des suspensions qui frappent, sur les deux rives de la Méditerranée, des centaines de fonctionnaires civils et militaires. Si nous avions le devoir de nous élever contre les décisions d'internement dont faisaient les frais des Algériens sous le seul prétexte qu'ils étaient suspects, comment n'aurions-nous pas le même devoir à l'égard des Français qui font aujourd'hui l'objet de mêmes décisions sous le même prétexte ? Tout cela, d'ailleurs, dans le secret, car on ne nous livre quelque noms que pour mieux taire les autres. Et on nous annonce que cette première vague de sanctions n'atteint que les plus engagés, que le tour des « mous », des « hé-

sitants » va venir ; que les autorités ne peuvent pas fixer, « pour le moment », des limites précises à la purge. Et après ? S'en prendra-t-on plus simplement aux adversaires du régime ?... Ces atteintes à la liberté individuelle, que la réforme judiciaire de M. Debré avait prétendu protéger, se doublent d'atteintes à la liberté d'expression, à la liberté de la presse. Des journaux sont suspendus, interdits, saisis. Et comme on arrête qui on veut et quand on veut, comme on perquisitionne chez n'importe qui et n'importe quand, d'innocents particuliers se prennent à se surveiller. Le « quarteron » a fait des petits. C'est la « loi des suspects ». Où nous conduira-t-elle ?

L'inamovibilité des magistrats du siège est une des grandes conquêtes du droit. Elle est la garantie de l'indépendance du juge, dont la faute professionnelle ne peut être sanctionnée que selon des modalités particulières. La non-rétroactivité est aussi une règle juridique fondamentale. Ces principes et ces règles gênent le chef de l'Etat : en vertu de l'article 16, il les raie d'un trait de plume. Il décide que l'inamovibilité des magistrats en Algérie est rétroactivement supprimée et il envisagerait une décision analogue pour la métropole.

Le Code pénal prévoit tout ce qu'il faut pour inculper et juger le général Challe et les autres officiers plus ou moins rebelles. Si les articles 90, 91 et 99 du Code pénal ont été retenus pour les inculpations, la Cour d'assises, normalement compétente pour apprécier les crimes de prise illégitime de commandement militaire et d'organisation d'insurrection armée, a été écartée comme juridiction de jugement.

Mon éminent confrère, Me Maurice Garçon, a protesté dans un article du *Monde*. « Si l'on ne veut pas recourir à cette juridiction, écrit-il, on peut être soupçonné de nourrir le dessein de fausser la balance de la justice. » Comment ce soupçon ne prendrait-il pas consistance chez ceux qui lisent la biographie des personnages qui, par la seule faveur du Président de la République, constitueront le Haut-Tribunal militaire ? Deux d'entre eux ont récemment reçu du Général de Gaulle de solennelles décorations ; un autre a dû donner sa démission de ministre de l'Algérie à la suite des manifestations de février 1956 ; un autre a été député gaulliste au temps du R.P.F. ; deux autres ont fait partie de l'état-major par-

ticulier du Général de Gaulle ; un dernier a été le collaborateur direct de l'actuel ministre de la Justice. Contentons-nous d'ajouter que les jurés de la Cour d'assises sont tirés au sort...

Quant aux avocats, dont la liberté de parole a été restreinte à la suite du procès Jeanson, on leur signifie clairement qu'ils ne doivent pas abuser des droits qui leur restent. Le Conseil de l'Ordre d'Alger est dissous, sans raison puisque, de l'aveu même de sa minorité libérale, il n'a pris aucune part aux événements : cela ne s'était jamais vu.

Alors, que veut-on ? Recommencer 1944 ? Renouveler le procès Laval ? Construire des prisons au lieu de logements ? Etendre l'aire de ces camps de concentration, dont Pierre Mendès-France, il y a un mois, déplorait l'existence ?

Et tout cela sans le moindre recours. Comment les fonctionnaires dont la carrière est brisée en appelleraient-ils au Conseil d'Etat, comment les internés réclameraient-ils justice, puisque le chef, qui les frappe, a le droit de tout faire ? Le pourvoi en cassation, prévu pour la Cour d'assises et, il y a quinze ans, pour les Cours de justice de sinistre mémoire, est exclu de la procédure devant le Haut-Tribunal militaire. On lit même dans les journaux que l'article 8 du texte instituant ce Tribunal « semble exclure » le recours en grâce !

C'est effarant.

⁂

Au terme de cette longue lettre, je voudrais, Monsieur le Directeur, vous poser trois questions.

Vous avez écrit, le 13 avril, que la cnférence de presse du Général de Gaulle vous avait fait honte. A moi aussi. Mais j'ai voulu, ces jours-ci, réentendre l'enregistrement du discours prononcé par celui qui n'était encore que le dernier Président du Conseil de la IVe République, le 4 juin 1958, sur le Forum d'Alger : « Je vous ai compris !... » Une fois de plus, j'ai eu honte. On ne peut plus supporter ces acclamations frénétiques, cette foule hurlante de « Vive de Gaulle ! » et d'« Algérie française ! » sans un serrement de cœur. Pouvez-vous, à partir du désespoir de cette même foule, odieusement abusée, penser qu'une chance est née pour la France ?

Vous avez écrit, le 13 avril, que le Général de Gaulle était un libéral du Second Empire. Vous étiez bon prince. Depuis le 23 avril, le Général de Gaulle, Président de la République Française, dispose pour le temps qui lui conviendra de pouvoirs tels que Louis XIV lui-même, monarque prétendûment absolu, n'en eut jamais de semblables. Avons-nous le droit de dauber les Cortès du Général Franco ou le Parlement portugais quand nous sommes, nous tous, réduits au rôle de sujets impuissants ? Et pouvez-vous, à partir de ce bannissement de nos libertés, penser qu'une chance est née pour la France ?

Vous avez écrit, le 13 avril, que la politique du Général de Gaulle conduisait à l'affolement les Français d'Algérie. Les Français d'Algérie s'étant effectivement affolés, les prisons se remplissent. Louis XIV n'avait qu'une Bastille. Pourquoi l'a-t-on détruite ? Où s'arrêtera l'épuration qui vient d'être mise en train ? A quoi aboutira la somme de rancœurs, de rancunes, de haines inexpiables qui vont s'accumuler ? Pouvez-vous, à partir de la division des Français qui s'ensuivra fatalement, penser qu'une chance est née pour la France ?

Je ne crois pas douter de votre triple réponse. Nous allons à une catastrophe que les meilleurs éléments de l'opposition, de droite et de gauche, ont le devoir de prévoir en commun et, le moment venu, ensemble, d'amortir. Et, s'il faut une conclusion à l'appel que je vous adresse, je la trouverai dans un célèbre écrit du Premier ministre : « Accusons-les, nos princes, car la France est en danger de mort ! ».

Louis GUITARD.

POL VANDROMME

UN ÉTÉ ACIDE

Un été acide, *c'est celui de l'exode de mai* 40. *Dans ce récit de Pol Vandromme, qui paraîtra bientôt, un adolescent accueillera la guerre avec enthousiasme, parce qu'elle lui apportera ses premières vraies vacances. L'extrait que nous publions restitue bien le ton de ce livre.*

⁂

La première eut lieu à l'avant-veille des vendanges. Les vacances approchaient, mais avant d'en profiter il me faudrait consentir à une longue attente studieuse, à ce temps d'hibernation qui précède les examens et au cours duquel les étudiants vivent au ralenti pour ménager leur cœur et laisser la paix à leur mémoire.

J'avais toujours détesté ce temps-là. Le muguet du premier mai était une mauvaise chance pour les écoliers. Le sursis qu'ils accordaient à leur paresse s'achèverait bientôt. Dans un mois ou deux, les groseilliers du jardin ployeraient sous la charge des récoltes. Ma mère ferait office de répétiteur en préparant ses confitures.

C'était une époque ambiguë : à la fois celle du dernier répit avant l'épreuve, et celle qui annonçait les prochaines gambades, les vadrouilles de l'été. Au cours de son histoire, ce mois a toujours hésité entre les attendrissements perfides des romances et les chants de marche des armées. Entre les conquêtes sentimentales et les conquêtes militaires, le destin choisissait pour lui. Destin capricieux et narquois qui jouait son sort à quitte ou double : dans les guinguettes rendues, après un sommeil sans rêves, à l'agilité des danseurs et à la

fièvre des nostalgies ; dans les chemins creux où se levaient les fusils, les *Marseillaises* et les bourrasques d'acier.

Cette année-là, le mois de mai offrit aux soldats ses premières fleurs. Pantalons garance. Bleu horizon. Les militaires réglaient leurs comptes. Pour les civils, le spectacle serait permanent.

⁂

Les guerres se déclarent à l'aube. La nuit ayant porté conseil tout est en ordre au petit matin. Au chant des coqs, on fusille les illusions de la paix.

C'est une exécution capitale à grand spectacle. Tout le monde y est convoqué. La dernière salve n'éteint pas sa rumeur sur le dernier cri du condamné. Le bruit des fusils, et celui des adieux, tient à se mettre longtemps en vedette. C'est dire qu'il n'abdiqua pas devant les fenêtres de ma chambre et que ce 10 mai 40, je fus tiré du lit sans ménagement.

Les adultes songent trop à leur réfrigérateur, à la boîte de vitesse de leur automobile, aux sucres d'orge de leur confort pour que l'Apocalypse ne les prenne pas de court. N'ayant rien prévu et leur cœur étant trop fragile pour supporter les chocs, ils s'exercent, en compensation, à la comédie de l'apitoiement ou de la révolte. Les plus doués tiennent les deux rôles. On répliqua à Hitler par un conseil de guerre. On le jugea par contumace.

— On le savait que notre tour viendrait. Mais enfin, comme ça, traitreusement, non ce n'est pas croyable. Quelle misère, ah ! quelle misère !

— Mais les Boches sont incorrigibles. Indécrottables. On leur dit : chantez, et ils chantent ; marchez, et ils marchent. La discipline, ça les connaît, les bougres. Et puis, ils ont toujours coupé les mains des bébés. Des barbares, vous dis-je, des barbares. Il valait mieux en finir tout de suite, et cette fois-ci on ne les manquera pas.

— Ça allait trop bien, Madame. Ça ne pouvait pas continuer ainsi.

Le galop de ces apostrophes ne creusait en moi aucun écho. C'était *leur* univers qui se défaisait, *leurs* illusions qui se caillaient, comme un lait qui avait mal tourné. J'étais d'un autre clan, et je sentais que je ne pourrais l'être vraiment que si les grandes personnes perdaient

contenance. La fin de leur monde était le commencement du mien.

Mes parents se demandèrent s'il était prudent de m'envoyer au collège. Ils cessaient d'être les gardiens inflexibles de l'instruction obligatoire, et c'était bon signe. Je me rendis quand même en classe. Le collège était sens dessus dessous. Nous attendîmes nos professeurs qui répugnaient à commencer leurs cours. La tragédie s'abattait sur eux et ils en organisaient le chœur. Faute d'être des acteurs, ils en étaient réduits à être des récitants. C'était un emploi subalterne, d'autant qu'ils poursuivaient leurs bavardages en catimini.

Leurs récréations ne nous concernaient pas. Nous ne ressentions aucun dépit de n'y point participer. Leurs secrets couraient les rues, front baissé, cheveux au vent, tête folle. Il était clair qu'ils n'avaient plus rien à nous apprendre. Leur temps était passé.

Nous en fûmes certains lorsqu'on nous renvoya. C'était un renvoi collectif. Le collège venait de commettre une énorme faute, et le préfet le supprimait. Pour saluer cet effondrement général, nous nous fîmes nos adieux, — les professeurs avec gêne, avec des mines lasses ; nous, avec une gaieté que nous avions beaucoup de peine à contenir.

Même avec le recul, je ne parviens pas encore à médire de cette gaieté. Elle nous était naturelle, et justifiée par l'assurance que l'épreuve des examens nous était épargnée. Enfin, une année scolaire où il n'y aurait pas de comptes à rendre ! Au lieu de nous torturer, les adultes se tortureraient entre eux, avec leurs interrogations anxieuses, avec la retombée de leurs espérances.

Alain prévoyait que cette retraite des écoles en annonçait une autre. Il ne fallait pas la manquer, cette retraite des vieux. Notre imagination ne s'affolait pas de cette perspective ; elle galopait à sa rencontre. Pour se l'accorder à eux-mêmes, les adultes nous imposaient l'école buissonnière. De cette contrainte, nous serions capables, nous, de faire une vaste partie de plaisir. Mais eux, avec leur gravité, leur peur, avec les sauvageries de leur futilité ?

Nous aussi, nous tînmes notre conseil de guerre. L'ombre du préau fut attentive à notre conciliabule. Le renvoi mettait un terme à notre ministère et obligeait nos

soldats à rentrer dans leurs foyers. Hors de la classe et de la cour de récréation, notre guerilla n'avait plus de sens.

— Puisque la guerre est maintenant l'affaire des grands, dit Alain, nous devons dissoudre notre ministère et démobiliser nos troupes.

— Pour nous, enchaîna Dominique, c'est la paix.

A chacun son tour. C'était aux adultes à présent de se battre, et à nous de compter les coups. Nous passions le relais. Qu'ils se débrouillent pour maintenir le rythme auquel nous avions soumis la course. On verrait bien s'ils seraient dignes de notre allégresse, de l'impétuosité de notre insouciance.

Nous redevenions des civils. Mais peut-être la guerre qui venait serait-elle une guerre pour civils et les démobilisés occuperaient-ils la vraie ligne de feu ?

***

Ma condition nouvelle de spectateur me plaisait assez. Je pouvais tout regarder. Plus rien n'embarrassait et ne ralentissait ma démarche. Même les interdits familiaux n'avaient pas résisté à l'explosion récente. Sur les décombres des conventions mortes, mon triomphe s'affirmait insolemment.

Jamais, je n'avais osé espérer une pareille permission. Guerre libératrice, bienheureuse guerre, je vous implore comme la figure tutélaire de mon adolescence. Les radios vous interpellent et vous embrigadent sous les bannières du droit. Pourtant votre bienfait incomparable n'est pas d'apporter la force à la justice, mais de restituer mes quinze ans à la tendresse heureuse, aux risques de la liberté la plus imprévue. Ja sais maintenant d'où je viens. Vous êtes ma patrie, ô pays des villes labourées. Je reconnais votre loi comme mienne, comme le mot de passe des espoirs des collégiens : vous envoyez les écoliers aux champs, et les adultes au champ d'honneur. Courez hardiment le risque de nous rendre orphelin, puisque vous nous avez rendu à nos impatiences, à nos gambades sublimes, à la grêle de nos moissons, aux tonnerres de nos routes d'été dans la nuit.

La guerre fraîche et joyeuse de nos albums s'avançait dans la rue. Les soldats français prenaient possession de nos villes pour les protéger. Un immense bonheur les entourait, les portait vers le combat. Le chemin du front

était un chemin triomphal, avec l'escorte des mains tendues, des cris, des chants, des fleurs. C'était, à l'avance, un défilé de victoire.

A un moment comme celui-là, un garçon de quinze ans ne doute pas que le métier de soldat est le plus beau du monde. Sur les chars qui sautillaient en grondant, il n'y avait que des sourires, — des sourires d'enfants aventureux. Et le long des trottoirs, la marée des offrandes ne cessait pas de monter, lame de fond qui submergeait le passage de la guerre d'une écume fouettée et éblouie par le soleil.

Tout leur appartenait, les baisers des filles, les roses des jardins, le vin de nos caves. Ils n'avaient pas besoin de faire un geste. Tout leur était offert. Ils étaient chez eux dans ma ville, comme jamais personne encore ne l'avait été. Sur la moisson qu'ils engrangeaient, le soleil infatigablement resplendissait. C'était une journée dorée avec toute la lumière de l'été, avec les hardiesses candides d'un bonheur éperdu et qui volait en éclat.

Alain avait peut-être eu tort de retirer nos mises. S'il y avait eu dans ma ville un bureau d'engagement, j'y aurais couru tout de suite pour rejoindre ces soldats, pour avoir droit avec eux à ce bruit, à cette poussière, à ce soleil, à cette joie qui hurlait, qui lançait des marguerites, qui dansait quand elle était lasse de crier. Plus tard, viendraient pour ces garçons les fatigues, l'ennui poisseux des attentes ; mais il y aurait eu ces minutes uniques, ce cortège glorieux avec les fleurs, les hommages, la lumière intacte d'un printemps fou.

L'enfant Bonheur donnait l'accolade à l'enfant Honneur. C'était une grâce d'avoir vécu cet instant-là. Le soleil déclinait ; mais la ville restait dans la rue, obstinément rivée à ce spectacle inoubliable. Le roulement des chars secouait toujours la chaussée. Ce bruit commençait à nous être familier. Je me disais que c'était la rumeur nouvelle de mes premières vacances de guerre. Déjà ma mémoire s'installait en elle et décelait les incohérences de cette agitation sans suite. La garde continuait à veiller sur les trottoirs. Elle rendait les honneurs au cortège des soldats.

Mon père nous quitta, puisque la mobilisation et la guerre s'entendaient comme larrons en foire. Son départ fut rapide, mais d'une tristesse très appuyée. Il y eut des larmes, comme il convenait. Ma mère joua admira-

blement cette scène du répertoire. Moi-même, je pleurais. Mes sanglots firent impression. On me tint pour un fils bien né, presque pour un enfant de cœur. J'étais ému moins de voir partir mon père que de le voir s'éloigner avec cette fête qui s'achevait dans une rue maintenant sans lumière. Il ne connaîtrait pas ce bonheur privilégié, cette guerre qui commence sur un armistice, dans une jubilation bondissante. Quand il irait au combat, l'ivresse serait vaincue. La monotonie, la peur, les gestes calculés, l'automatisme auraient repris le dessus. Je me consolais en pensant que bientôt les vieillards seraient à l'arrière les seuls hommes tolérés encore. L'autorité serait remise aux femmes. Elles ne seraient pas de taille à nous contraindre. Il n'y avait que les jeunes filles qui pouvaient nous intimider. La ville serait à nous.

***

Le dimanche suivant, c'était Pentecôte. Fête carillonnée, et, même cette année-là, elle mérita son titre Le journal local avait pris l'offensive contre la misère du temps. C'est Pentecôte quand même, décréta-t-il en tête de son éditorial en invitant les citoyens à un patriotisme vigilant.

On respecta la consigne. Ce fut Pentecôte quand même. Les communiantes et les communiants furent fidèles au rendez-vous des cloches. L'église était pleine de robes blanches, de cierges allumés et de cantiques. L'innocence interrogeait l'espoir avec humilité. Saints et saintes de chez nous, protégez nos villes et nos maisons. Il n'y avait, pour appuyer la prière des enfants, que des femmes et des vieillards. Les hommes, eux, pensaient ailleurs à leurs fins dernières.

Quand les portes de l'église s'ouvrirent sur le cortège des enfants, les orgues gonflées d'allégresse répandaient les hosannas. Au sourire des garçons et des petites filles répondirent les larmes des mères. Chacun jouait sa partie selon les règles. Le ronron de la bataille qui se rapprochait lentement depuis quelques heuses se permettait de temps en temps un éclat. A ces lointaines approches du tocsin, les cloches ne prenaient pas garde. Elles saluaient le voile des fillettes qui était comme le premier état, l'ébauche de leur voile de mariée, et le ruban piqué au bras gauche des garçons. Des mains maladroites portaient avec des gestes précautionneux des missels

tout neufs, dorés sur tranches. La ronde des *Veni Creator* s'arrêtait de tourner dans le porche. On serrait des mains. On adressait des félicitations. Les mères ne se fatiguaient pas de pleurer, et les enfants de se donner en spectacle avec une assurance ingénue qui gardait malgré tout une sorte de grâce.

Je ne trouvais pas qu'il fallait les plaindre. La pitié n'est pas un sentiment honorable. Sans compter que ces gosses étaient les seuls à vouloir continuer la paix. Les femmes et les vieillards faisaient grise mine à la résolution des enfants. Déjà, ils avaient obéi à leur ordre de rappel : ils étaient mobilisés au pied du mur des lamentations. Dédaignant ces plaintes, les communiants avaient le même air triomphal, cette satisfaction insolente des soldats qui défilèrent sous les fleurs et les applaudissements. C'était le même cortège qui renaissait à quelques jours de distance : simplement l'escorte de celui-ci étaiet entrée en débandade.

Les refuges se dérobaient. Pour échappel à la tempête, on se jeta dans les remous de l'exode. Ma mère, violentant ses habitudes de sédentaire, s'y engloutit sans remords, et m'entraîna avec elle. La marée montait sans cesse sur des routes débordées par ses assauts. Nous décidâmes de nous laisser emporter par elle jusqu'aux Pyrénées

Mon grand'père nous accompagnait. Ç'avait toujours été un cancre en géographie. Il se mit en marche pour profiter de la dernière occasion qui lui était fournie de réduire une ignorance qui l'humîliait. Son brevet de cancre lui pesait. Il se sentit plus léger lorsqu'il eut quitté sa ville.

⁂

La route était si longue qu'il me semblait qu'elle ne menait nulle part. Elle devait s'achever en impasse. Mais comme on n'en voyait pas la fin, on s'astreignait à croire qu'elle conduisait à de sûrs refuges.

Route de la retraite, route des mirages. Les villes s'étaient vidées d'un coup, saignées à blanc, comme une bête foudroyée par une blessure mortelle. Une nation entière se bousculait dans les sentiers, campait dans les granges. Une gigantesque manifestation déferlait sur des centaines de kilomètres. La vieille expression qui avait traîné dans tous les communiqués de grèves et d'émeutes retrouvait miraculeusement sa signification origi-

nelle : le peuple descendait dan la rue. Mais il y descendait comme on descend au tombeau.

Le service d'ordre s'était rendu aux rebelles. L'insurrection s'empara de tout. Elle donna tous les droits à l'anarchie. Quand un orateur montait à la tribune pour célébrer cette victoire, il n'en appelait pas au calme, il épuisait le peuple en ajoutant encore au fardeau de sa peur.

— Regardez là-bas, c'est Tournai qui brûle.

La fumée, la poussière, les hurlements composaient un paysage brouillé par les fureurs, écrasé par une panique qui ne cessait pas de s'affoler. Les rafales de soleil se mêlaient aux rafales de mitrailleuses. Les avions batifolaient comme des abeilles ivres de pollen. Il y avait des poussières sanglantes dans les blés. C'étaient des coquelicots.

Tous les collèges avaient fermé leurs portes. L'émeute, qui dévastait l'Europe, avait commencé dans les écoles. La première évacuation, et qui rendait possible toutes les autres, avait jeté sous les préaux les bancs, les cahiers, les livres. Il fallait faire place nette et procéder à la reconversion des classes. Près des fenêtres, dans la poussière où l'empreinte des pupitres était fixée encore, on installait des paillasses, des boîtes de secours. Nos collèges étaient transformés en dortoirs et en dispensaires. La réforme de l'enseignement était enfin acquise : on mettait les élèves en vacances, les professeurs en retenue dans des casernes. Nos classes, occupées par les infirmières, les moribonds et les clochards devenaient d'utilité publique.

L'agitation des collèges était contagieuse. La fièvre gagnait les mairies. La foule n'avait pas eu besoin de forcer leurs portes. Elles s'étaient rendues d'emblée, à la première poussée. Le maire cessait d'être un élu. Il redevenait un humble, un couillon, un Sganarelle, — un électeur pour tout dire. Les réfugiés l'avaient obligé à rentrer dans le rang. Il n'avait plus le moyen de faire des discours. Alors il faisait des gestes. Ainsi ses impulsions rencontraient les déchaînements de la foule. Pour la première fois, en France, la démocratie directe était instaurée. J'en avais maintenant l'assurance : la dictature du peuple était bien celle des turbulences des écoliers.

A la prison, les geôliers s'étaient enfuis sans rien em-

porter, selon les exigences de la civilité des honnêtes gens. Les clefs tournaient dans les portes des cellules. Les captifs, enfin libres, avaient droit à leur retraite. Pour ne pas se singulariser et pour reconnaître l'ardeur de sa vocation poétique, le sous-préfet était aux champs. Je voulais croire encore que les militaires se trouvaient au champ d'honneur.

***

Mais pour eux aussi la guerre fut un exode. Les jeunes gens, que l'héroïsme tourmentait comme une plaie ouverte, n'avaient pas eu besoin d'aller les rejoindre. On leur faisait grâce de cette fatigue. Les soldats venaient vers eux. Les événements les obligeaient à redevenir des civils.

A son tour, l'armée pactisait avec l'émeute. Ses bandes disloquées grossissaient le flot qui roulait sur les routes et qui portait en tanguant des milliers de barques en perdition. Les sous-officiers se faisaient tout de suite remarquer. Ils disaient des gros mots. Merde revenait dans leurs propos comme un leitmotiv. D'autres grossièretés devaient aussi les enchanter. Mais je n'étais pas initié à l'inconvenance. Mon vocabulaire était trop restreint pour que je pusse lier amité avec eux.

Je m'imaginais la retraite des armées en me fiant aux images d'Epinal de mes livres : la boue, la neige, le remords qui cloue les vaincus au sol et qui fait d'eux des proies offertes. Mais l'ardeur du soleil et l'entrain de la fuite ne fléchissaient pas. Les militaires, retrouvant l'instinct de leurs privilèges de conquérants, usaient du droit de priorité. La caravane faisait halte pour leur ouvrir le passage. Parfois, dans la précipitation, des matelas dégringolaient du toit des voitures et étouffaient un capitaine.

Il y avait trop d'uniformes disponibles pour que les grades correspondissent encore à quelque chose de sérieux. Les vrais militaires côtoyaient les faux, comme dans les marches folkloriques de l'Empire. Un jeune homme de dix-huit ans fut promu colonel. Il lui suffit d'endosser une capote étoilée qui enveloppait le cadavre d'un officier. Je songeai un moment à l'imiter. Mais mon ambition était plus haute, et sur ma route aucun général n'avait eu l'étourderie de servir de cible aux bombardiers.

Une débandade torrentielle dévalait les routes. La plus formidable course aux vacances improvisait ses relais. L'Europe était sur les chemins et personne ne s'avisait de régler la circulation. A peine démantelés, les embouteillages se reconstituaient quelques dizaines de mètres plus loin. Tout se coagulait, les chars, les vieillards, les sonneries de klaxon, les râles des blessés, les cris rauques des hystériques.

Les civils jouaient aux militaires et les militaires aux civils. L'imprévu était à la fête. J'étais Gavroche ; j'étais l'enfant grec ; et, de surcroît, j'étais Roland à Roncevaux. Par souci d'équilibre, de robustes sergents se conduisaient en gringalets infantiles, en fils de famille soumis. Les interprètes de la comédie ayant dépassé toutes les espérances du metteur en scène, la confusion était partout.

Dans cette cohue, les entreprises de reconnaissance étaient vouées à l'échec. Les soldats ayant oublié les mots de passe ne se comprenaient plus entre eux. Les officiers ayant omis d'en donner, demandèrent leur pardon à l'état-major. Mais la route des codes et des consignes était coupée. Personne ne répondait à personne. Les trains ne partaient plus, ensevelis dans des gares mortes. Les sourds dialoguaient avec les muets. Seul le désastre était exaucé.

Les militaires se considéraient en état de démobilisation. Les civils mobilisaient la panique. Les soldats qui voulaient que leur exode servit à quelque chose, reprirent du service chez eux. Tout finalement rentrait dans l'ordre.

∴

L'angoisse collait son masque sur cette caravane hagarde. Le carnaval sombrait dans la terreur. Cette tyrannie lui allait bien.

Ce monde, qui se décomposait et qui avait l'impudeur de s'exhiber, je récapitulais contre lui mes griefs. La frousse qui le faisait trembler, cette grimace cafardeuse qui révélait son visage de lâcheté, son impuissance désespérée, tout cela — il me faut bien l'avouer — m'excitait férocement.

Cher Alain, dans nos réunions sous les préaux, jamais, même au plus fort de notre sédition contre les adultes, jamais nous ne les avions imaginés aussi indignes, aussi cocassement affalés dans leur crainte comme un rhuma-

tisant dans sa boue. Pour avoir pris l'habitude de plier le genou devant leurs simagrées, nous avions pour eux de l'estime parce qu'ils disposaient de la force. Leur force était leur seule ruse. Mais ces forts étaient des faibles. A la première bourrade un peu vive, ils se lamentaient. Regarde leurs larmes, la figure de leur désenchantement et de leur consternation. Ce sont des femelles plaintives que la guerre viole et qui se donnent avec volupté à leur humiliation.

Te souviens-tu, cher Alain, de notre guerre d'embuscade, de la fronde nocturne de nos dimanches. Tu voulais les faire entrer dans la guerre comme nous y étions entrés nous-mêmes : avec gravité, avec le respect que l'on doit au cérémonial de la bagarre. L'épouvante qui, aujourd'hui, tournoie sur leurs têtes, ils ont refusé de voir qu'elle s'approchait d'eux et qui ni les pactes de leurs ministres, ni les discours bénins de leurs parlementaires, ne les préserveraient de sa foudre et de son tonnerre. L'homme, l'homme... Ils n'avaient que ce mot à la bouche ; il leur dégoulinait des lèvres comme la bave sucrée de leurs friandises. L'homme, l'homme, l'humanisme, ils les connaissent par cœur. C'était à croire qu'ils avaient l'exclusivité de sa recette.

Mais leurs mines terreuses, les sonnailleries de leur tocsin, les galopades de leur fuite, plaident contre la frime de leurs bavardages. Les pions qui nous confisquaient nos pétards à l'étude, les professeurs qui faisaient un drame d'un accent mal posé, le préfet qui distribuait avec solennité des réprimandes, ils se sont tous agglutinés à ce magma que la guerre trimballe avec dégoût. J'ai une furieuse envie de foutre le camp, pour n'être plus associé à leur débandade et à leur ignominie. Mais foutre le camp, où ? L'Europe entière, gémit, en dégoisant sa peur. A la prochaine guerre, il faudra que nous nous fassions naturaliser lunaires. Non, cher Alain, ne proteste pas. Alors, nous aurons leur âge.

Notre école buissonnière avait de la tenue. Eux, ils n'étaient pas capables d'en supporter tous les éclats, d'aller dignement au bout des chemins de traverse et des risques de la contrebande. Ils croyaient trop à leur société, à leur morale douillette, à leurs habitudes communautaires. Ils paraient sur elles, contre nous. Maintenant, c'est fini. Fini les hypocrisies de leurs convenances. La morale ne s'apprend pas ; la noblesse ne s'enseigne

pas par décret. Nous n'irons pas nous brûler aux cendres encore chaudes de leur société détruite. Nous triomphons, cher Alain. Je sais que tu marches gaiement, avec une fierté joyeuse, parmi leurs décombres. Nous ne calomnions pas cette guerre. Elle a été notre alliée. Ses ruines sont des bénédictions. Plus tard, nous irons en pèlerinage reconnaître les itinéraires de notre exode. Les vrais anciens combattants, les comptables du désastre, les seuls nostalgiques de cette foire apeurée, ce sera nous. Cette guerre n'appartiendra qu'à nous. N'est-ce pas, cher Alain, qu'elle est jolie...

⁂

Nous n'avions pas abandonné notre bâton de pèlerin. C'était le bâton de vieillesse de mon grand-père.

La route n'en finissait toujours pas. On part pour apprendre la géographie. Mais les atlas sont plus commodes : ils dispensent leur science à toute vitesse. Les promenades sont plus lentes ; elles exigent du loisir et un souffle inépuisable. Une vocation et un entraînement d'athlète sont nécessaires pour mériter jusqu'au bout leurs fantaisies.

Mon grand-père n'avait plus l'âge de la compétition. L'épreuve l'essoufflait. Il ne marchait plus, il se traînait. On mit ses pas dans les siens. C'était pénible. Bientôt, cette flânerie branlante nous causa du désagrément. Nous étions à la remorque. La caravane comptait sur nous pour assurer son arrière-garde.

Puis, il fallut bien s'arrêter. Le fossé était profond comme un tombeau. C'était tout à fait ce qui convenait à mon grand-père. Il s'en empara comme d'une planche de salut.

Dans cette tornade, les perches que l'on tendait ne tenaient pas longtemps le coup. Mon grand-père n'eut pas la force de garder la sienne. Il s'affaissa. Plus rien, déjà, ne le reliait à ce trafic incessant qui tressautait comme une cariole sur le désordre aigu des pavés. Cette agitation de fin du monde ne l'atteignait plus. Tout lui était égal maintenant, la victoire, la défaite, la paix, la guerre, les nouveaux-nés et les vieillards emportés sur le même radeau qui s'enfonçait près de lui, sur cette route proche et encombrée, dans un tumulte infernal.

Je l'observais avec compassion, avec une tristesse qui refoulait ses larmes. Hier, c'était mon anniversaire. Il

ne l'avait pas oublié. Pour me les offrir, il avait maraudé des fleurs dans un jardin. Ce souvenir de maraude m'attachait à lui.

Mais il fallait briser les liens, et bientôt demander à mémoire de les reconstituer. Serait-elle assez fidèle, d'une exactitude assez scrupuleuse ? Cela se fit sans manière. Mon grand-père passa la main en silence. La mort, quand elle reconnaît les siens, ne leur impose pas les discours d'avant-tombe.

Nous marchions depuis deux jours. Notre ville n'était pas loin. Pour l'éternité, mon grand-père maintiendrait son brevet de cancre en géographie.

Pol VANDROMME.

Liliane ERNOUT

Les services de M. DULLES et l'affaire cubaine

Depuis le partage de l'Europe à Yalta, où Churchill et Roosevelt se firent les complices de l'impérialisme soviétique, plusieurs révolutions nationales ont été rapidement écrasées, amenant par contre-coup une recrudescence de la répression et un affermissement des positions des ennemis de l'Occident.

La Révolution hongroise, celle du 13 mai en France et plus récemment la tentative des patriotes cubains de renverser le régime pro-soviétique de Fidel Castro, n'ont toutes abouti qu'à de cruels échecs.

En arrière-plan de ces révolutions, travaillant sur une toile soigneusement tissée, disposant de ressources considérables, d'autant plus dangereuse qu'elle s'entoure de mystère et que ses agents, travaillant souvent dans d'autres services étrangers sont difficiles à détecter, on retrouve la « Central Intelligence Agency » (C.I.A.) de M. Dulles.

Depuis 1953, Allen Dulles dirige la C.I.A. et sa nomination est due au Président des Etats-Unis devant lequel il est uniquement responsable. Il est non seulement directeur de la C.I.A. mais également Président de « l'Intelligence Advisory Comittee » dans lequel les autres

services de renseignements américains sont représentés, parmi lesquels :

— le Service de renseignements des Etats-Majors réunis : « Joint Intelligence Comittee » ;

— le Service de renseignements de l'Armée : « G 2 » ;

— le Service de renseignements de la Marine : « Office of the Naval Intelligence » (O.N.I.) ;

— le Service de renseignements de l'Aviation : « Air Forces Intelligence » (A.F.I.) ;

— le Service de renseignements du ministère des Affaires Etrangères « Bureau of Intelligence and Research » ;

— le Service de renseignements de la Commission d'énergie atomique ;

— le F.B.I., sous la direction depuis une trentaine d'années de John Edgar Hoover.

C'est le F.B.I. qui combat l'espionnage ennemi aux Etats-Unis. C'est au F.B.I. que l'on doit l'arrestation des espions atomiques Rosenberg, Coplon, Soble et du fameux colonel Abel. C'est encore le F.B.I. qui, en dépit des ordres formels reçus, continua courageusement son enquête sur la mort mystérieuse du diplomate danois, Bang Jensen.

Allen Dulles rassemble les renseignements fournis par ces services et rédige le rapport que le Président reçoit tous les matins sur la situation internationale. Aucune séance du « National Security Council » ne s'ouvre sans une récapitulation des renseignements fournis par le rapport de Dulles et toutes les décisions importantes du Président des Etats-Unis sont prises à la suite de la lecture de ce rapport. On peut donc dire, sans crainte de grossir la vérité, que, depuis 1953, Allen Dulles est le véritable inspirateur de la politique américaine. Or, depuis 1953, la C.I.A. n'a cessé d'agir au bénéfice des Soviétiques.

Les milliards donnés par la C.I.A. à Irwing Brown, re-

présentant auprès de la C.I.S.L. les syndicats unifiés américains (C.I.O. - A.F.L.) pour liquider l'influence européenne en Afrique, sortir l'Algérie du giron de la France en soutenant ouvertement le G.P.R.A., sont un exemple, entre autres, de la politique pro-soviétique menée par les services de Dulles.

Irwing Brown serait un agent de l'appareil soviétique extérieur travaillant pour le compte de la Centrale de Los Angeles, centrale fondée en 1934 par des dissidents du Parti Communiste Américain, suivant les instructions secrètes de Moscou. Cette centrale serait donc sous le contrôle des bolcheviks et des économistes du groupe Bernard Baruch : Paul James Warburg, apparenté à la banque Kuhn, Loeb et C° (banque qui finança Lénine et la révolution russe), Paul T. Hoffman, Harry Kissinger, Nelson Rockefeller.

Le 17 avril, plusieurs centaines de nationalistes cubains débarquaient dans le Sud de la province de Matanzas, région marécageuse, peu propice au combat mais où Fidel Castro pouvait difficilement prévoir une opération. Or, ses troupes attendaient là leurs adversaires et Castro lui-même déclarait qu'il avait été prévenu de leurs plans.

Les nationalistes cubains se firent donc massacrer, la répression fut impitoyable, des centaines de patriotes exécutés et le 1er Mai Castro pouvait annoncer que « la première république démocratique socialiste d'Amérique » était née.

Deux jours après le débarquement, le mercredi à minuit, un dramatique message était capté à Miami, où se trouvait « le Conseil Révolutionnaire des exilés cubains ». — « Nous ne quitterons plus ce pays, nous préférons mourir sur le sol de la Patrie ». Ainsi, moins de soixante douze heures après le déclenchement de la Révolution, la trahison avait eu une fois de plus raison d'héroïques combattants nationaux. A côté de l'appel désespéré des patriotes cubains, un autre appel résonne encore à nos

oreilles, celui des Hongrois, lançant un ultime message : « Secouez l'inertie horrible de l'Occident. Agissez... Agissez... ».

Oui, il est temps que l'Occident fasse bon marché de la trahison organisée par les agents conjugués du Capitalisme et du Communisme, par ces banquiers apatrides qui rêvent de domination mondiale.

L'Affaire cubaine se préparait depuis plusieurs mois et des agents de la C.I.A. abreuvaient régulièrement Washington de rapports d'intoxication où il était déclaré que le peuple cubain était prêt à un soulèvement, que les commandos de débarquement trouveraient immédiatement des appuis auprès des civils armés, qu'enfin l'aide soviétique en armements était beaucoup moins importante qu'on se l'imaginait.

Le lieu du débarquement choisi à dessein dans une région peu propice, pour, paraît-il, désinformer l'adversaire qui ne se douterait jamais qu'une opération fût envisagée dans cette région, assurait, semblait-il, à l'opération le maximum de chances de succès.

Mais parallèlement, Fidel Castro était averti qu'une opération se préparait et durant la période précédant le débarquement, pendant tout le mois de mars, une terrible répression s'abattit sur Cuba. Castro renforça les défenses de l'île, une trentaine de chars soviétiques débarquèrent, venant s'ajouter à la centaine qu'il possédait déjà.

Des centaines de nationalistes furent fusillés, plus de trois cents officiers et marins arrêtés et inculpés de complot, tous les foyers insurrectionnels réduits un à un. Le Commandant William Morgan était fusillé et un officier d'Etat-Major, Alejawdro Alfonso, préféra se donner la mort plutôt que d'être arrêté.

Castro frappait l'opposition et il frappait juste, informé qu'il était des noms de ceux qui participaient au complot contre son gouvernement.

Aussi, le 6 avril, Fidel Castro put annoncer la liquidation de tous les foyers insurrectionnels. Et c'est onze jours après, de manière que les combattants de l'intérieur n'aient pas le temps de se reprendre, que le débarquement fut déclenché, sur la foi des rapports de la C.I.A. qui tendait à démontrer que le renversement de Castro était possible et que l'opération ne pouvait avoir lieu dans un climat plus favorable.

La manœuvre était claire et elle est habituelle. L'ennemi sent une réaction nationale populaire qui se dessine et risque de renverser le pouvoir subversif établi, alors on prépare soigneusement une provocation de manière à faire sortir de l'ombre ceux que l'on n'a pas encore détecté et l'on s'arrange afin que cette réaction n'ait aucune chance d'aboutir, en la faisant se déclencher au moment que l'on juge le plus défavorable à la cause nationale. Ainsi l'ennemi tient toutes les ficelles de l'opération qui a lieu au jour et à l'heure qu'il a lui-même décidés.

Selon un hebdomadaire parisien, ne serait-ce pas sur la foi d'un rapport de la C.I.A. que le général Challe aurait déclenché l'opération d'Alger ?

Dans l'entourage immédiat d'Allen Dulles, on trouve Robert Amory, directeur du département politique de la C.I.A. Amory serait responsable de l'installation de Fidel Castro à Cuba et aurait grandement favorisé la liquidation générale des positions américaines dans le Sud-Est et dans l'Est asiatique.

Cette opération précéderait la reconnaissance officielle de la Chine par les Etats-Unis. L'action subversive, menée par la C.I.A. aurait été coordonnée au département d'Etat par Charles Bohlen, conseiller de Roosevelt à Yalta, ami intime de Kennedy et son conseiller pour les affaires soviétiques. Nul doute que le nouveau Président ne soit constamment influencé dans le sens le plus favorable aux bolcheviks.

Kennedy ne vient-il pas de nommer le Président de « l'Association pour le progrès des Noirs », administrateur de l'Agence de financement de la Construction et du Logement ? Or, c'est cette Association qui, à l'occasion de la mort du pro-soviétique Lumumba, organisa en sa faveur, aux Nations-Unies, la scandaleuse manifestation du 15 février. Le Président favorise également l'Association « La Nation de l'Islam », dirigée par Elisad Mohammad qui demande un terrain et de l'argent pour établir un Etat Noir, « quelque part au bord de la mer ».

Les autorités américaines contrôlaient, depuis 1948, toutes les publications en provenance des pays communistes. Mais Kennedy vient de supprimer la censure postale et ceci pour améliorer — selon l'expression du département d'Etat — les échanges culturels avec les pays communistes. Ainsi la propagande soviétique va pouvoir s'organiser, au grand jour, avec la bénédiction du gouvernement des Etats-Unis.

Egalement, le nouveau Président vient d'ordonner la fermeture de cinquante-deux bases militaires métropolitaines et de vingt-et-une bases situées à l'étranger.

Les chefs militaires n'ont plus le droit de discuter en public de la politique étrangère des Etats-Unis. Au contre-Amiral Samuel. B. Frankel, qui avait l'intention dans son discours, de dire que « quiconque pense pouvoir négocier avec les Russes se trompe », on demanda de retirer cette phrase.

De même le général Edwin Walker, commandant la 24e Division d'Infanterie américaine à Augsbourg, fut relevé de ses fonctions le 20 avril dernier. Or, le général Walker avait accusé de communisme un certain nombre de personnalités dirigeantes et avait déclaré que 60 % de la presse était sous le contrôle des Soviétiques. Ainsi, pour avoir dénoncé des activités anti-nationales, on relève un général de ses fonctions, en attendant, qui sait ? de le jeter en prison. Le général Walker appartiendrait à la

John Birch Society, organisation fondée par M. Robert Welch, dont le principal collaborateur est M. S. B. Matthews, ex-conseiller du sénateur Mac Carthy. M. Robert Welch et ses amis de la John Birch Society mènent actuellement une courageuse campagne contre la soviétisation du gouvernement actuel des Etats-Unis et ont publiquement accusé Allen Dulles d'être un agent à la solde des Soviets.

Nous sommes nombreux à penser que le sénateur Mac Carthy n'est pas mort de mort naturelle mais a été assassiné dans un hôpital de Washington (Betheson Naval Hosp.) que contrôlent les services de la C.I.A. C'est d'ailleurs dans ce même hôpital qu'aurait été également assassiné le secrétaire à la Défense, James Forrestal.

Le général Strate Meyer, des forces aériennes des Etats-Unis a rendu publique, au moment de l'affaire Bang Jensen, la communication suivante :

« Selon ce que nous pensons, Pow Bang Jensen ne s'est pas suicidé. Un homme ayant le courage qu'a eu Povl Bang Jensen ne peut pas se suicider. C'est pourquoi nous maintenons nos affirmations antérieures selon lesquelles le Secrétaire d'Etat à la Défense nationale James Forrestal, le général Patton et le sénateur Mac Carthy ne sont morts ni suicidés, ni de maladie. Nous pensons qu'il est grand temps que les nationaux américains fassent le nécessaire pour leur défense.

Nous devons commencer par faire ce qui suit : exiger de la Justice américaine de comprendre que nous nous refusons à croire aux suicides des nationaux quand nous-mêmes nous attendons à tomber un jour de la même manière, et que nous exigeons des investigations poursuivies jusqu'à ce que les lâches assassins soient identifiés et que justice soit faite.

Nous faisons appel à tous les nationaux qui se sont levés autour de notre République pour la défendre, pour qu'ils soutiennent inconditionnellement ces démarches. »

Dans une brochure publiée par la John Birch Society, M. Robert Welch prévient ses lecteurs que le premier soin de son Conseil serait de lui trouver un successeur au cas où il serait « suicidé » victime d'un assassinat organisé par les communistes. On voit que les nationaux américains ne se font guère d'illusions sur le sort qui pourrait leur être réservé.

Les services du Pentagone et du F.B.I. n'ont cessé de demander la liquidation des structures de la C.I.A. et leur remplacement par des éléments techniques du F.B.I. et des forces militaires d'intelligence.

Nous assistons actuellement aux Etats-Unis à une prise de conscience nationale. Des élites civiles et militaires, des généraux comme Mac Arthur, Willoughby, Marc Clark, Stratemeyer, Del Vallet ont réalisé que l'Occident se trouvait en danger de mort, que la manœuvre d'encerclement des Etats-Unis se poursuivrait sans relâche, jour après jour, si un coup d'arrêt ne lui était pas porté. Ils se sont rendu compte du lent pourrissement intérieur que menaient dans le peuple américain, les banquiers de l'Internationale de l'or, derrière leurs bureaux de Wall Street...

Sur le bureau du Général de Gaulle, un rapport dans une chemise de maroquin vert attend le président Kennedy. Constitué, paraît-il, par les meilleurs agents du S.D.E.L.E. ce rapport tendrait à prouver l'intervention de la C.I.A. dans la récente affaire d'Alger. Gageons que ce rapport doit être sensiblement du même ordre que celui que le Président des Etats-Unis trouva un matin sur son bureau, grâce aux bons soins de M. Dulles, à la veille du déclenchement de l'affaire cubaine.

Liliane ERNOUT.

Pour une politique française dans le sud-est asiatique

La conférence de Genève sur le Laos qui réunit 14 nations est due à l'initiative du prince Norodom Sihanouk, chef de l'Etat Cambodgien. Quand, il y a quelques mois, le prince envoya des messages à toutes les chancelleries pour recommander cette procédure dans l'affaire laotienne, il ne reçut en réponse que des notes aussi courtoises qu'évasives. Les Américains venaient de remporter un succès qui sembla décisif : les troupes du comité de Savannakhet devenues maîtresses de Ventiane installaient le gouvernement du prince Boun-Oum et du général Phoumi Nosavan. Le prince Souvanna Phouma, président du gouvernement neutraliste se réfugiait à Pnom-Penh ; le capitaine Kong-Lee prenait le maquis. Quant au Pathet-Lao, on savait qu'il tenait depuis de longues années les provinces de Sam Nena et de Phong-Saly le long des frontières chinoise et nord-vietnamienne.

Dans ces conditions, les Américains ne voyaient nullement la nécessité de s'asseoir autour d'une table ronde aux côtés des représentants chinois. Les Russes, peu soucieux de négocier avant d'avoir renforcé la position de leurs amis laotiens, répondaient favrablement à l'offre du prince Sihanouk, tout en sachant parfaitement que leur accord de principe ne ferait pas avancer l'affaire d'un pas et dans le même temps livraient armes et munitions aux communistes et aux neutralistes laotiens. A ce propos, il faut bien sigaler que les Russes et les Chinois ne peuvent guère être blâmés de cette aide militaire tant l'assistance des Américains au comité, alors rebelle, de Savannakhet avait été ostensi-

ble et importante : hélicoptères, avions, pilotes, conseillers militaires. Les Américains avaient, les premiers, violé le principe de non-ingérence soit directement soit par l'entremise de leurs alliés thaïlandais. M. Henry Bénazet chantait victoire dans *L'Aurore* et les soldats du gouvernement Boun-Oum investissaient la base française de Séno, la seule base française d'Asie, la seule terre indochinoise où flottait encore notre drapeau. Le général De Gaulle répondait au prince Sihanouk qu'« *il n'excluait pas* » la possibilité de la conférence proposée.

Tout le monde donc avait été poli avec le chef de l'Etat khmer mais la fameuse conférence n'était pas pour demain...

***

Ceci dit, et maintenant que la situation militaire au Laos se caractérise par le quasi-effondrement des pro-américains maîtres seulement des grandes villes, quelles sont les solutions possibles du problème laotien ? Dans l'abstrait, il y a trois possibilités : un Laos communiste, un Laos « occidental » à l'image du Sud-Vietnam, un Laos neutre. Les deux premières solutions nécessitent la continuation de la guerre civile et probablement l'extension, l'internationalisation du conflit. Seule la neutralisation du Laos peut procéder de la négociation, d'un compromis.

Le Laos communiste ou tout au moins pro-communiste exige la victoire du Pathet-Lao qui formerait le gouvernement, seul ou avec le concours de rares personnalités de gauche. Ce gouvernement, allié au Nord-Vietnam et à la Chine, contrôlerait des centaines de kilomètres de frontières communes avec la Thaïlande, le Cambodge et le Sud-Vietnam. A plus ou moins longue échéance, ce serait sans doute la domination communiste sur toute la péninsule indochinoise et par conséquent la fin de l'influence française dans les domaines culturels et économiques où elle se maintient encore. Pour cette raison et pour cette raison seule, tout gouvernement français doit s'efforcer de faire écarter cette solution.

Un Laos « occidental » résulterait d'un improbable succès du gouvernement Boun-Oum, de la fin de l'aide sino-russe aux Laotiens anti-américains. Aussi invriasemblable, aujourd'hui, que puisse apparaître cette éventualité, il convient d'en examiner les conséquences du seul point de vue français : elles seraient tout autant désastreuses. Car il faut ici renverser un mythe périmé, celui de la politique « *occidentale* », celui de la solidarité franco-américaine : En Indochine, les Américains ne sont ni nos amis ni nos alliés, ils sont nos concurrents et nos adversaires, ils le sont,

de propos délibéré et par leur seule volonté. Pratiquement même, ils sont nos *seuls* concurrents et nos *seuls* adversaires dans les domaines où nous pouvons espérer encore jouer un rôle.

Toutefois, les affirmations ne suffisant guère, passons à une trop facile démonstration. Au Sud-Vietnam, les missions militaires américaines ont remplacé les missions militaires françaises. Plus récemment encore, un fait apparaît bien symptomatique : le gouvernement américain accorde au gouvernement Ngo-Dinh-Diem une aide économique considérable, mais à la condition que ces cdrdits ne puissent être utilisés à l'achat de produits français, ce qui fait que la clientèle vietnamienne habituée à nos produits qu'elle préfère ne peut s'en procurer comme elle le voudrait et que le marché vietnamien se voit inondé de produits américains. Cette concurrence — assez peu loyale — est bien normale, diront de bons esprits. Soit, mais alors, ne parlons plus de solidarité et que chacun joue avec ses billes.

Au Cambodge, qui résiste mieux à l'attrait du dollar, on peut noter de nombreuses tentatives pour diminuer l'influence culturelle française qui reste prépondérante. Les petits Cambodgiens apprennent le français sur les bancs de l'école primaire, ce qui n'est pas négligeable quand on sait que toute la jeunesse est scolarisée. Dans les lycées et collèges cambodgiens, les études sont faites en français, quatre cents professeurs français aident leurs collègues khmers dans un climat le paus souvent amical. La plupart des étudiants khmers et des officiers de l'Armée royale khmère vont parfaire leur formation en France même. Eh bien, les Américains, par tous les moyens, s'efforcent de remplacer l'usage du français par celui de l'anglais : offre de professeurs, de livres, de construction de locaux scolaires, de bourses pour études et stages aux U.S.A., le tout gratuitement. Peut-on alors parler encore de solidarité « *occidentale* » ?

Au Laos enfin, toutes les difficultés actuelles viennent de la politique américaine. Ce pays qui n'avait pas quitté l'Union Française jusqu'au moment où elle fut remplacée par une Communauté franco-africaine d'où il se trouvait naturellement exclu, n'étant ni français ni africain, avait dans tous les domaines, politiques, militaire, économique, culturel des liens étroits avec la France. Le gouvernement du prince Souvanna Phouma qui se voulait indépendant aussi bien de Pékin que de Washington, ne demandait qu'à s'appuyer sur Paris. Les accords de Genève, si désastreux pour notre influence au Viet-Nam, nous laissaient encore au Laos d'immenses moyens et même la possibilité d'une présence militaire. Les Chinois qui ont une longue frontière com-

mune avec le Laos ne se sentaient pas menacés par un gouvernement francophile gardant ses distances à l'égard des Etats-Unis. Tout allait trop bien et il a fallu que les services américains suscitassent l'aventureuse équipée du général Phoumi-Nosevan. La Chine ne pouvait pas ne pas intervenir : on connaît la suite.

Il faut bien admettre que l'influence exclusive américaine entraîne et entraîne très vite l'éviction de la France ; on le voit bien quand l'un des premiers gestes de l'équipe pro-américaine provisoirement victorieuse à Vientiane fut d'attaquer la base française de Séno et de faire encercler l'Ambassade de France.

Donc, et pour la même raison, la France doit faire écarter la solution « *occidentale* » du problème lao comme elle doit en faire écarter la solution pro-communiste.

Reste la troisième solution, le Laos neutre et nous revenons au prince Norodom Sihanouk et au précédent, à l'exemple cambodgien. La personnalité du prince Sihanouk est mal connue. M. Henry Bénazet en fait un crypto-communiste. M. Pleyber, plus au courant des choses et des gens d'Indochine, en fait un naïf. Il n'est ni l'un ni l'autre : en politique intérieure, pour protéger son peuple de la démagogie communiste, il a élaboré une doctrine socialiste et nationale, créé un mouvement de jeunesse, un parti populaire, il a fini par interdire les activités du parti communiste. Bref, son régime reste original mais s'il fallait le définir, on serait amené à le comparer plus facilement au fascisme qu'au communisme. En politique extérieure, la proximité de l'immense Chine ne permet pas d'ignorer le gouvernement de Pékin ; la Russie n'apparaît pas menaçante et l'interdiction du parti et des journaux communistes n'a pas amené de réactions car la Chine et l'U.R.S.S. considèrent que tout gouvernement non inféodé au bloc américain ne doit pas être inquiété. Une mission militaire américaine, une mission américaine d'assistance économique résident à Pnom-Penh. L'aide française économique, technique, culturelle est désirée et appréciée. Il est certain que les Cambodgiens, malgré quelques déceptions, préfèrent, et de loin, le partenaire, l'ami français à tous les autres ; c'est une prédilection sentimentale qui a résisté à bien des mécomptes et le Français vivant au Cambodge se sent, à peu près, chez lui et il est bien rare que les querelles entre Français et Cambodgiens ne puissent s'arranger devant un cognac-soda.

Le neutralisme, ou plutôt la neutralité khmère, permet et permet seule une fructueuse coopération entre nos deux pays. Donc, la solution la plus favorable à la France, serait qu'au Laos, un

régime identique puisse s'établir, se ré-établir plus exactement et se consolider.

Pour cela, il faut que la politique française en Asie apparaisse distincte de la politique américaine, que la France puisse être considérée comme une alliée puissante, assez puissante pour permettre une politique ni pro-américaine, ni pro-communiste. Il faudrait aussi et surtout que le Quai d'Orsay soutienne les positions françaises sans craindre de mécontenter le géant américain ; dans cette hypothèse, la France trouverait bien des appuis car il y a l'Allemagne, la Yougoslavie, l'Inde, l'Indonésie, et pourquoi pas, la République Arabe Unie.

Il faudrait enfin que les délégués français de Genève apportent au prince Souvanna Phouma, chef de l'ancien gouvernement laotien, un soutien qui ne soit pas platonique.

Une réussite... peut-être un chef-d-œuvre

AUSTERLITZ

par *Claude MANCERON*

En refermant ce volume, après l'avoir pratiquement lu et relu trois fois de suite en huit jours, il faut essayer, avant de faire le point, de casser en soi toute exaltation afin de concentrer ses facultés critiques. Mais ces efforts pour atteindre la mesure dans le jugement n'arrêtent pas le mot « chef-d'œuvre » qui vient sous la plume presque sans réticence. Voilà un ouvrage tout à fait remarquable, assez fort, assez net, assez documenté et, dans toute l'acception du terme, assez *passionnant* pour emporter l'adhésion chaleureuse du lecteur le plus exigeant.

Pour ma part, en parcourant ce livre une dernière fois avec autant de surprise que d'admiration, je me suis bien juré de lire sous peu tout ce qu'écrivit — ou écrira — M. Manceron, ne regrettant qu'une chose : n'avoir pas découvert plus tôt son œuvre.

Il est rare, en effet, dans la confusion de la production littéraire contemporaine, de rencontrer un historien qui unisse aussi parfaitement une connaissance approfondie de son sujet, une grande honnêteté intellectuelle, un sens aigu de la progression dramatique et une remarquable clarté dans l'exposé des situations les plus complexes avec un aussi rare bonheur d'expression. Quand on saura que l'auteur a moins de quarante ans, qu'il en passa plus de sept cloué par la paralysie dans une chambre de malade et qu'il est pratiquement autodidacte, l'admiration se fera respectueuse. Voilà, comme un îlot perdu entre la chienlit du roman moderne et la partialité hargneuse des historiens « engagés » qui ne poursuivent que *leur thèse*, au mépris de l'évènement, un nom à retenir, une production à suivre.

Ici, l'érudition est profonde sans être indigeste, l'analyse des situations fine et précise, l'exposé des évènements parfait de mesure et d'objectivité, la recherche des ressorts psychologi-

ques des personnages fouillée, sûre. Ce sont là mérites trop rares pour qu'on ne les salue pas au passage avec un mélange de plaisir intense et de réelle admiration.

Pour nous expliquer Austerlitz, Manceron remonte au Camp de Boulogne, voire même un peu plus haut. Il déchire magistralement l'image scolaire que beaucoup de Français conservent vaguement d'Austerlitz : une campagne décidée à l'improviste, comme sur un coup de tête, puis un choc simple et brutal : l'Empereur arrive sur le champ de bataille, voit l'ennemi et l'écrase... Un rayon de soleil. Rideau !... Ce n'est qu'un génial coup de dés.

La réalité est autrement complexe et passionnante. L'auteur met en lumière un Napoléon aussi remarquable par la tenue de son fichier et des rapports de ses espions que par son génie improvisateur et ses dons stratégiques innés. Il y avait sans doute en lui l'étoffe d'un officier Commando, aux décisions tactiques instantanées, mais certainement aussi et plus encore de l'ingénieur, méthodique jusqu'à la minutie dans la préparation de ses coups. Austerlitz fut mûri, calculé durant des mois, dès le moment où la Grande Armée se mit à piétiner à Boulogne devant le rempart liquide de l'éternelle Angleterre, alors que les rapports des diplomates et agents Français soulignaient de graves dangers futurs : menace de l'alliance Russo-Autrichienne, attitude ambiguë de la Prusse, en somme, tous les signes avant-coureurs d'un orage balkanique infiniment plus redoutable que n'importe quelle tempête sur la Manche. La situation intérieure française n'était pas encourageante : enthousiasme populaire en baisse, comme la Bourse, d'ailleurs ! Les frontières de l'Est et du Nord mal gardées, les aléas d'une traversée massive du détroit, avec, dans le dos, une coalition gigantesque qui pouvait prendre Paris alors que les armées Impériales auraient marché vers l'Ecosse... Non, décidément, l'Empereur devait prévenir, frapper le premier, et très fort pour broyer derrière lui les armées en qui William Pitt mettait tous ses espoirs. Et ce, avant même que la Prusse ne se joigne à l'écrasante masse des coalisés.

Nous assistons alors à la plus grande marche des temps modernes : en dépit de sa sobriété, ou peut-être à cause d'elle, le tableau qu'en fait Manceron est grandiose. Les « Sept Torrents » se forment : déployée sur plus de cent kilomètres de front, l'Armée Française s'ébranle pour la plus glorieuse aventure de son histoire : 300.000 Français vont affronter 500.000 coalisés. Déjà, les 150.000 hommes massés devant la mer sont en route : ils atteindront le Rhin en vingt-quatre jours, le Danube quarante jours plus tard, coinçant dans Ulm le gros des forces Autrichiennes, marchant sur Vienne, puis obliquant vers le Nord-Est, *non pour écraser l'ennemi, mais pour lui tendre le piège décisif*. Adossée aux monts de Bohême, fatiguée par le rude hiver et la longue marche, manquant de vivres et

de vêtements chauds, l'Armée Impériale doit apparaître comme une proie tentante. Elle sera irrémédiablement anéantie si les masses Russo-Autrichiennes la tournent par le Sud-Ouest et lui coupent la retraite vers Vienne. Et *il faut* que les Alliés exécutent cette manœuvre, car il n'est pas question de poursuivre vers l'Est les immenses armées encore intactes du Czar Alexandre.

C'est surtout cette admirable préparation qui est géniale ; tête baissée, le Czar et l'Empereur d'Autriche vont foncer dans le piège. Les voir entraîner leurs hommes vers ce destin, dès le milieu du livre, est au moins aussi palpitant d'intérêt que le récit de la grande mêlée qui achève l'œuvre.

Et pourtant, ce dramatique dénouement est un régal. Heure par heure, le profane peut suivre sur des schémas très simples le gigantesque mouvement des Armées adverses. L'allant et la force de l'exposé de Manceron sont tels qu'un miracle se produit : bien que nous sachions tous l'aboutissement de la bataille, nous percevons tellement bien ce que la manœuvre française a de risqué qu'une angoisse soudaine nous étreint la gorge, que nous partageons un moment l'insupportable tension de tout l'Etat-Major Impérial jusqu'à cette seconde étonnante où, d'un geste, Napoléon précipite son poing d'acier dans le dispositif Russe. Enfin libérés de leur interminable attente, les 20.000 hommes de Soult gravissent le Pratzen en trombe, émergeant comme des démons du brouillard qui noie la vallée. Le radieux soleil d'Austerlitz illumine alors, à l'indicible stupeur des Alliés, une situation tactique absolument imprévue par eux : ce coup de hache magistralement asséné surprend les Russes en plein déploiement, et cisaille par le flanc avec une foudroyante énergie les lourdes colonnes qui montaient en ligne à huit kilomètres plus au Sud. Pour elles, et bien que leurs efforts désespérés mettront encore, par deux fois, le gain de la journée en cause, c'est le commencement de la fin.

Manceron garde son sang-froid, explique, précise. Parallèlement à l'action centrale du Pratzen, qui hypnotise toujours les historiens militaires, il met en lumière toute l'importance des combats frénétiques qui se déroulent sur les ailes. Lannes sur la gauche, Davout sur la droite se voient rendre justice, et Murat apparaît — ce n'est pas une surprise — admirable cavalier et stratège fort médiocre. L'auteur signale les occasions ratées, les erreurs de perspectives, les rivalités entre maréchaux, tant dans notre camp que dans l'autre. C'est d'un intérêt prodigieux.

Mais il y a mieux encore : ce qui monte soudain de ces pages, ce n'est plus la poussière des années mortes, mais, comme sous l'effet d'un sortilège, à travers le tumulte du combat, un immense cri de douleur tout proche de nous. Le tourment des hommes, les sacrifices inutiles, la peine, le sang versé à flots, la sueur des agonies, l'exaltation farouche des vainqueurs et des

vaincus, tout se confond en une clameur démente faite de toutes les vieilles souffrances soudain ressuscitées. Cette bouffée d'Histoire qui nous jaillit au visage est pleine d'âcres senteurs. De ci, de là, une lueur plus vive, un instantané, un mot frappe, se grave dans le souvenir. Tableau Dantesque ! Après avoir lu ce livre, je ne pourrai plus songer à Austerlitz sans évoquer le superbe récit de la charge désespérée des Chevaliers-Gardes du Czar se ruant vers le flot déferlant des armées Françaises pour leur porter un inutile coup d'arrêt. Quelle magistrale description ! Le cœur se serre un peu quand, vingt minutes plus tard, voyant toute la vanité de ses efforts, la fleur de la jeunesse aristocratique Russe choisit sous nos yeux l'extermination. Les beaux cavaliers, débordés en deux endroits, « saisis d'une fureur sacrée, choisissent la mort de toute part »... et se font tailler en pièce avec une irréprochable bravoure. C'est une véritable page d'anthologie.

Pareil travail vous envoûte. Pourtant, après l'émotion intense de la lecture et le plaisir de l'intelligence, vient l'heure de terminer la veillée. Les pages refermées vous laissent baigné d'un brouillard glorieux, malgré les pitoyables lettres des conscrits. Après tout, ces hommes qui souffrirent tant furent aussi ceux qui vouèrent à l'Empereur l'affection la plus fidèle et la plus durable ; ils l'aimèrent comme le petit peuple de France savait encore aimer voici un peu moins de deux cents ans. Mais où sont les neiges d'antan ? ? ? Il faut bien rentrer ensuite dans la sanie de notre époque, la tête basse. Après avoir traversé Austerlitz à la suite de M. Manceron, je vais devoir affronter la « philosophie » de Sartre, être tenu au courant des derniers épisodes de la vie sexuelle de Brigitte Bardot, en un million d'exemplaires et six pages illustrées, endurer le battage du Tour de France, et les appels au peuple de Monsieur le Premier Ministre. Beau programme, certes, couronné pour les connaisseurs en joies délicates par le spectacle du peuple français prosterné devant les transistors, s'imprégnant d'une autre conception de la grandeur que celle qui avait cours en 1805 — et énoncée pourtant, ô merveille ! par un ancien militaire ! — Tant pis, après tout ! je ne suis décidément pas responsable de mon époque. Et de tout cœur, merci à M. Manceron de m'en avoir tiré huit jours ! Je recommencerai...

Jean SETZE.

NOTES DE LECTURES

Jeannine FIASSON : *Au Laos avec mes hommes et mes éléphants* (Julliard, éd.). — Simone MONCHARMONT : *La croisière du Ly-Kou* (Julliard, éd., 2 vol.). — Georges PILLEMENT : *Les environs de Paris inconnus*, tome 1 (Grasset, éd.). — Henry MULLER : *Nuit et Jour à Paris* (Editions Delmas). — Jacqueline DE CHIMAY : *Plaisirs de la chasse* (Hachette, éd.). — Tony BURNAND : *Toutes ce schasses que nous aimons...* (Stock, éd.). — Elian-J. FINBERT : *La chasse française* (Fayard, éd.).

Les beaux jours de ce printemps réveillent en nous les désirs d'évasion que l'été pourri de l'an dernier avait désamorcés. Et c'est tout naturellement que nous ouvrons les livres nouveaux qui sont une invitation aux grands voyages, aux plus modestes randonnées touristiques ou même aux simples promenades à travers la campagne.

Tout le monde n'a pas la chance qu'a eue Mme Jeannine Fiasson, d'épouser un vétérinaire-inspecteur de la France d'outre-mer, qui fut chargé de missions diverses en de très divers pays d'Amérique, d'Afrique et d'Asie. En 1957, la famille Fiasson — le docteur, madame et les cinq enfants, dont l'aîné est né à Londres, le second au Caire, les deux suivants à Mexico et le petit dernier à Caracs — arrivait à Vientiane. Elle y a séjourné trois ans. Si on peut dire, car, poussée par les bons démons de la curiosité, cette famille bouge beaucoup. Mme Fiasson nous raconte ses excursions dans la ature laotienne et ce que sont les peuplades meos ; les territoires du Sud, aux confins du Cambodge, de la Thaïland et du Sud-Vietnam ; une capture d'éléphants sauvages ; le grand serment kha, à Attopeu ; le marché de Vientiane ; les mondanités de Luang-Prabang. Son récit évolue dans un décor de paysans, de bonzes, de chasseurs, de pagodes, de buffles, d'éléphants, de forêts, d'invocations rituelles, de manguiers et de frangipaniers, de Mékong envoûtant, de sorciers, de cerfs amoureux, de paons perchés sur des arbres et de filles aux seins nus, de Laotiennes gracieuses et souples, « *petites, menues, moulées dans leur jupe brodée d'or, l'écharpe dégageant négligemment une épaule, la ceinture brillante, le chignon orné d'une fleur...* ».

Mme Fiasson ne s'intéresse guère à la politique et ce n'est pas pour aborder de graves akaires d'Etat qu'elle nous fait pénétrer dans l'intimité du prince Boun Oum. Si elle évoque brièvement les maladresses américaines et l'incompétence des « experts » dépêchés par Washington, c'est qu'elle accuse ces maladresses et cette incompétence d'avoir fait disparaître le Laos de la carte des « matins calmes ». Seule, la fidélité du gouvernement royal aux dispositions des accords de Genève, dont le prince Souvanna Phouma avait fait la base de son action, pouvait permettre à ce charmant royaume dangereusement exposé de subsister dans une indépendance, dont la France aurait pu, si elle avait su et voulu, tirer un excellent parti. Elle a si profondément marqué de son empreinte les élites et la vie laotiennes que Mme Fiasson se livre, dès les premières lignes de son ouvrage à cette étrange remarque : « *Avouerai-je qu'en arrivant au Laos j'ai cru ne pas pas avoir quitté la France ? J'ai attendu un dépaysement qui n'est pas venu.* ».

⁂

Tout le monde n'aura pas non plus, la chance de Mme Simone Moncharmont, voyageuse impénitente et dont la guerre, seule, réussit à faire une provinciale studieuse. Avant 1939, elle a connu l'Amérique et l'Afrique ; après 1945, le Brésil, où elle a enseigné le français. Ensuite, elle a parcouru les routes terrestres et maritimes d'Extrême-Orient avant de quitter Saigon, en 1956, avec trois camarades, sur le « Ly-Kou », petit cotre à voiles de 12 mètres 50 de long.

Dans un premier volume, Mme Simone Moncharmont a raconté la première partie de sa croisière : Saigon-Marseille par les côtes chinoises, le cap Saint-Jacques, les îles Nicobar, Singapour, Ceylan, Aden, Suez, les îles grecques, Capri et la Corse. Un second volume nous en rapporte la fin : Villefranche-sur-Mer-Miami par les Baléares, Gibraltar, les Canaries, la mer des Caraïbes, Porto-Rico et Haïti. Dix-neuf mois, en tout, d'agréables méandres.

Fort agréables, même à la lecture — car Mme Moncharmont, est douée d'une plume capiteuse, colorée et piquante, qui nous la fait suivre aisément au bout du monde. C'est un plaisir pour l'esprit, pour l'imagination, presque pour les yeux. L'exotisme dans ses plus attrayants atours :

Mme Moncharmnt connaît bien, elle aussi, le Vietnam et le Laos, et la politique américaine, dans ces pays, après 1954, à partir du jour où le Président Diem crut bon de jouer les Etats-Unis contre nous et où la France laissa grignoter par Washington les avantages qu'elle conservait au Laos. « *Le positivisme américain*, écrit-elle, *s'accomode mal de la complexité de l'Asie. Neuf fois sur dix, l'Américain ignore l'Asie ou la voit mal... Les Américains vinrent en masse, eux, leurs familles, leur matériel, leur administration démultipliée et leurs techniciens. Ils se donnaient quelques mois pour rétablir la situation. Ils se heurtèrent à une philosophie orientale qui leur était parfaitement étrangère et à un clima ptolitique particuliers au pays et à l'époque. Des expériences valables au Kansas ne furent ni comprises, ni appréciées des Vietnamiens. Beaucoup d'Américains discréditèrent ou méconnurent l'œuvre des Français qui étaient tout de même là depuis plus de quatre-vingts ans... L'Asiatique est très attaché à la terre de ses ancêtres ; il la cultive avec des méthdes qu'il entend difficilement changer... Des engrais chimiques furent donnés aux fermiers du Laos,*

On leur expliqua qu'en utilisant ces engrais nouveaux, leur terre produirait le double de la récolte habituelle. Les paysans remercièrent, ravis. Quelques mois après, des observateurs vinrent se rendre compte du succès de l'innovation. A leur grande surprise, les terres cultivées avaient été réduites de moitié. Les Laotiens fournirent une très logique explication qui laissa les Américains sans un mot : puisqu'ils pouvaient produire le double, cela leur permettait de travailler moitié moins... ».

Ce qui est le plus navrant, ce n'est pas de constater que les Américains jouent leur jeu, qui n'est pas bon et qu'ils jouent mal. C'est de constater que les Français ne jouent pas le leur, quand ils bénéficient d'atouts incomparables.

Ce ne sont pas, non plus, les remarques politiques qui alourdissent ou assombrissent beaucoup le récit de Mme Moncharmont. Celle-ci procède par fines remarques ; elle voit la vie du bon côté et elle sait voir et elle sait vivre. Se promener avec ellee, même en esprit, est un agrément plein de sel et d'inattendu.

« Pénétrer en voilier, par une aube de juin, dans le port de Rhodes, doit être un plasir essentiellement réservé aux dieux. Comme nous étions aimés des dieux, ce plaisir nous fut offert et nous laissa émerveillés... ».

Nous sommes reconnaissants à Mme Moncharmont d'avoir su, au terme de son périple, nous faire partager ses émerveillements, participer à ses aventures et goûter à ses émotions.

⁂

Français, que ne connaissons-nous, d'abord, les inépuisables beautés de la France !

M. Georges Pillement ne milite pas seulement avec vaillance, aux côtés de M. Yvan Christ (1), des architectes Charpentier et Laprade, de M. René Claude et du groupe « Paris et son histoire » (2), de la Société pour la protection des paysanges et de l'esthétique générale de la France (3), contre les « Vandales » assoiffés de vieilles pierres (4) : il ne cesse de plaider, auprès de ses compatriotes, la cause de nos sites, de nos villes et villages ennoblis par les siècles, de nos monuments pittoresques. Après s'être intéressé aux hôtels parisiens, il a dressé, en six volumes, un catalogue précieux de nos richesses provinciales, trop souvent méconnues, abandonnées ou guettées par d'inassouvissables et criminels appétits, que la Ve et toute-puissante République ne semble pas décidée à décourager, encore moins à punir. (1).

Voici qu'il nous propose vingt-cinq itinéraires dans le premier tome d'une série qu'il a baptisée *Les environs de Paris inconnus*. De quoi

---

(1) Campagne **« Dénoncez les Vandales ! »**, hebdomadaire **Arts**.

(1) **« Paris et son Histoire »**, 82, rue Taitbout.

(3) Présidée par M. Jacques de Maupeou, sénateur de la Vendée, (13, avenue Duquesne).

(4) G. Pillement, **Destruction de Paris, Saccage de la France, Demeures parisiennes en péril**, Grasset éd.

(1) **La France inconnue**, Grasset éd.

contenter tous les prmeneurs français ou étrangers, du dimanche, des fins de semaine ou des autres jours. Dix « itinéraires de l'aprèsmidi », qui les conduiront successivement jusqu'à Maule, La Villetertre, Beaumont-sur-Oise, Nantouillet ou Guermantes... Neuf « itinéraires de la journée » qui les conduiront jusqu'à Vernon, Gisors, Beauvais, Pierrefonds ou Jouarre... Et six « itinéraires du week-end », qui les conduiront à Bec-Hellouin, Lyons-la-Forêt, Corbie, Blérancourt ou Montmort...

Le livre de Georges Pillement n'est pas un guide. Il est mieux que cela. Il permettra aux touristes — ne fussent-ils tels que pour un temps très limité — de ne pas partir au petit bonheur, de se donner un but, de découvrir ce qu'ils ne connaissent pas ou connaissent mal, de s'indigner au besoin sur les destructions irrémédiables, de s'intéresser à des ruines ou à des vestiges dont une administration intelligente saurait tirer parti, de joindre peut-être leurs protestations à d'autres pour que ne soit pas plus gravement mutilé le visage de notre pays. Ils constateront que le trésor de l'Ile-deFrance ne se limite pas aux joyaux justement célèbres, célébrés et entretenus, aux abbayes de Royaumont et aux châteaux de Compiègne ou de Champs. Et ils se convaincront aisément que l'intérêt des aspirants nouveaux riches est souvent incompatible avec une politique de grandeur bien comprise.

Reste à souhaiter que ces convictions additionnées finissent par convaincre le pouvoir !

⁂

Provincieux et Parisiens en vacances exploreront nos ressources régionales grâce aux « itinéraires archéologiques » dre ssés par Georges Pillement dans sa *France inconnue* et à son *Saccage de la France*. Grâce aussi aux innombrables ouvrages publiés ici et là — et notamment aux forts beaux albums consacrés par les Editions Delmas aux « *Pays et Châteaux de France* » et aux « *Richesses de France* ».

Les pays de France, c'est, d'abord, Paris. Ce qui nous vaut une suite de photographies de Yurek, l'originalité des unes parvenant tout juste à compenser le décevant classicisme des autres. Ces photographies sont précédées d'un commentaire rêveur et spirituel, d'Henry Muller, prétexte à anecdotes plus ou moins connues, mais toujours bienvenues. « Excusez-moi : je meurs au-dessus de mes moyens... » murmure Oscar Wilde expirant, à son hôtelier et à son médecin qu'il ne pouvait payer. « Prêtez-moi dix frans et gardez-les, ce sera votre pourboire », dit Marcel Proust, après souper, au chasseur du Ritz, en s'enveloppant dans sa pelisse...

Les pays de France, ce sont encore les pays basque, catalan, savoyard... Les châteaux de France, ce sont les châteaux de la Loire, bien entendu, mais aussi ceux d'Auvergne, de la Gironde, du Périgord, de la Sarthe... Quant aux « richesses de la France », ce sont tous les aspects que présente notre pays, dans ses divers départements et régions. Cette collection nous permet d'entrer dans l'intimité des régions mosellane, agenaise ou saumuroise, des départements les plus opposés, des Basses-Pyrénées au Finistère et de la Loire-Atlantique à l'Allier ou à la Saône-et-Loire. Des textes intéressants sont illustrés de photographies très belles, qui promènent le lecteur d'abbayes en marchés et de vues panoramiques en cathédrales. Quel charme dans ces vieilles maisons bourbonnaises de Moulins ou de Saint-Menoux ; dans

ces manoirs charolais ou ces prieurés clunisiens ; dans la majesté de la basilique de Paray-le-Monial tout entière reflétée dans tranquille Bourbince !

Ces albums, généralement publiés sous le patronage des Conseils Généraux, sont d'une utile propagande. Car si Paris — Victor Hugo l'a dit — est la « cité mère », on ne dira jamais assez le bienfait que procure au Parisien harassé la simple vue du château de Berzé-le-Châtel, perché sur son promontoire, au-dessus de la route qui conduit de Charolles à Mâcon, — le panorama qui s'étend sous ses yeux de la terrasse de Sancerre, — une halte dans l'église carolingienne de Saint-Philbert de Grandlieu, au sud de Nantes, — ou encore une marche « devant soi » dans les chemins creux de Vendée.

⁂

La marche devant soi, n'est-ce pas un des plaisirs du chasseur ? Et la chasse, n'est-ce pas, pour un grand nombre de Français le meilleur des vacances ou le prolongement de vacances trop tôt finies ? Des voyageurs invétérés, des touristes affamés de découvertes architecturales ou historiques savent suspendre leur route pour savourer la saine joie d'une poursuite ou d'un affût.

« Nostalgie d'une vie primitive », écrit Mme Jacqueline de Chimay, dans un album joliment illustré. « Aventure, poésie, émotion, humour, zoologie, cynologie, balistique... », précise M. Tony Burnand dans son dernier ouvrage. *Toutes ces chasses que nous aimons...* qu'il a voulu « imprégné de lumière, de soleil et d'air pur ». Et Dieu sait que M. Tony Burnand s'y connaît : il a pratiqué toutes les chasses, par tous les temps, sous les cieux et parmi les paysages les plus divers.

Ses « confrères », comme il dit, le suivront avec amusement, souvent avec envie, toujours avec intérêt, de plaines en bois et de marais en montagnes... jusqu'en Afrique, pour finir sur une question qui hante tous les vrais chasseurs de notre pays : quel destin le gouvernement réserve-t-il à la chasse française ? Car nous en sommes au point où ce sport, noble entre tous, démocratisé à l'excès et dans le pire sens du terme, risque de ne plus pouvgoir se pratiquer.

Dans un ouvrage, qu'il a précisément cnsacré à *La Chasse française*, M. Elian-J. Finbert étudie son évolution à travers les âges en donnant la parole, du XIIIe siècle à nos jours, à des écrivains-chasseurs. Ainsi apprenons-nous que, aux temps mérovingiens, on chassait le loup dans Poitiers et que, au IVe siècle, on chassait l'aurochs dans les Vosges. Personne ne souhaite le retour de ce bon vieux temps. Mais tout le monde regrettera que « le moindre gibier donne lieu, de nos jours, à des poursuites acharnées », parce que la raréfaction du gibier est le fait d'une politique inintelligente et paresseuse, qui n'a su ni organiser, ni éduquer.

L'organisation consisterait à remédier, par une législation appropriée, aux effets destructeurs qu'engendrent les nouvelles techniques agricoles et la multiplication des chasseurs.

L'éducation consisterait à rappeler que la chasse n'est pas l'anéantissement de n'importe quel animal par n'importe quel moyen. M. Elian-J. Finbert rapporte qu'on s'évertuait, sous les grands règnes de la monarchie, à mettre en pratique la phrase de Henri d'Aggripa :

« Si quelqu'un veut devenir gentilhomme, qu'il devienne chasseur premièrement, car ce sont là les principes et les rudiments de la noblesse ». Sans demander à la République qu'elle fasse de chaque chasseur un seigneur, nous pouvons exiger d'elle qu'elle l'empêche de devenir un tueur. A elle de lui apprendre que la chasse est une sorte de cérémonial avec des traditions chevaleresques et des règles qui engagent l'honneur. Qu'apprend-on d'autre, au fond, à un joueur de tennis ou à un amateur de pétanque ? Et doit-on conclure que les règles du tennis ou celles du je u de boules ne sont observées que parce que l'Etat ne s'y intéresse pas ?

Louis GUITARD.

Un film tiré de Simenon

Simenon déclarait récemment qu'il n'avait jamais eu de chance avec l'adaptation au cinéma de ses romans. Mais la chance, il aurait dû mieux la saisir et l'incliner, en s'occupant lui-même de ces adaptations qu'il abandonne à la médiocrité balourde de tâcherons de studios. *Le Président,* submergé par le bavardage agressif de Michel Audiard et pris au piège de la platitude gluante de Henri Verneuil, a dû lui inspirer des réactions dédaigneuses. Même Gabin, qui sauve le film de l'ennui, n'est pas dans le ton du livre : le souvenir de Gabin, — de cette brute bourrue, impulsive et florissante, — est plus vif que celui du personnage de Simenon.

Du roman, on n'a retenu que l'anecdote, et au lieu de la raconter silencieusement, ainsi qu'il convenait, on l'a vociférée. Or, chez Simenon, l'anecdote n'est rien ; à peine un prétexte qui n'existe qu'en fonction de la zone d'ombre qui l'entoure. Simenon n'est jamais aussi à l'aise que dans l'exploration des périodes immobiles au sein desquelles l'existence stagne pour mieux révéler l'écume boueuse de ses tourbillons intimes. Le roman, pour lui, est toujours *en creux,* enfoncé dans une animation souterraine et qui n'affleure presque jamais. A cette voix sourde et maigre, qui vient de loin comme un écho, répond la voix du film, aiguë, gesticulante, bouffie de grimaces hurlées.

Michel Audiard et Henri Verneuil ont voulu voir dans le Président un monstre sacré qui, même éloigné du pouvoir, continue à faire des éclats et à tyranniser la république politicienne. Jadis, au cours de son passage à Matignon, l'un de ses collaborateurs, introduit par ses fonctions dans les secrets de l'Etat, s'est servi d'une confidence pour spéculer sur la baisse de la monnaie. Le Président lui a arraché la confession de son infâmie; et, dans sa retraite, il va utiliser ce document pour briser la carrière de l'aventurier. Mais il n'aura pas besoin de livrer au public le texte maudit : le jeune loup renoncera à la proie qu'il convoitait.

Une hypocrisie tenace ronge, ravage et finalement réduit à rien ce film de démagogue. On pouvait bien inviter lors de la première parisienne les Présidents du Conseil de la république défunte : ils se sont trouvé bonne conscience et des raisons supplémentaires de croire à l'intégrité du régime démocratique.

Car ce qu'ils voyaient se fixer sur l'écran, ce n'était pas l'histoire d'une haine rabâchée durant des années et qui explosait tout d'un coup dans un féroce règlement de comptes. C'était un film papelard, rempli du bruit de violences confortables, — confortables pour ceux qui les lancent parce qu'elles leur procurent sans aucun risque une réputation d'anticonformistes de combat; confortables pour ceux qui les reçoivent à la figure, parce que ce sont des coups qui manquent leur but, qui ne touchent à rien et qui ne dérangent personne. Toutes les sortes de morales sont sauves : la morale du régime, puisque le Président ne trahit pas la loi du clan parlementaire et qu'il déballe son linge sale en famille, uniquement sous le regard des initiés et des comparses ; la morale des niais, puisque au bout du compte la canaille est terrassée sous les coups de l'ange de lumière, du paladin professionnel de la justice ; la morale des habiles enfin, qui vont pouvoir dire que l'Etat garde pour soi les scandales non pas du tout pour les empêcher de faire du bruit, mais pour les liquider plus sûrement.

En regardant ce film, je me demandais comment Simenon pouvait toléré d'être associé à une sottise aussi basse, à un conformisme aussi primaire. Peut-être pense-t-il que l'important est d'écrire son œuvre plutôt que de l'administrer, comme on fait d'une carrière. Mais,

nous qui l'admirons, nous ne voudrions pas qu'on se méprit sur lui et que des spectateurs non prévenus après avoir vu le film de Henri Verneuil, pussent ranger Simenon dans le camp de la bêtise rassurée, rassurante et hypocrite.

Le héros du livre n'est pas comme celui du film, un vieillard qui se porte bien. Au contraire, c'est un moribond à qui le romancier accorde des sursis pour mieux observer le travail de sape, de patience et de dislocation de la vieillesse. La vie se dérobe à lui, et il le sait, et il l'éprouve, et il avance vers la mort avec le dernier masque de la comédie qu'il peut porter encore, — celui de sa légende. *Le Président* est l'histoire d'un naufrage qui met du temps à s'accomplir. Ce répit est un jeu cruel dont Simenon prolonge la durée, avive l'intensité pour infigeur à l'ultime candeur du vieillard l'épreuve de la lucidité.

Ce roman de la vieillesse est, en effet, celui de la fin des illusions. Le président se figure qu'il dispose encore de la puissance. Il est trop sceptique, et il connaît trop bien les ruses des ambitions humaines, pour imaginer que cette autorité qu'il se prête, il la doit à son mérite et à son prestige. Les souplesses de l'intrigue et les sauvageries de la force fondent seules les réputations. Il croit qu'il compte encore, parce qu'on le redoute toujours parce qu'il n'a pas détruit ses dossiers noirs. Dans le monde parlementaire, on règne par l'intimidation, par la crainte que l'on inspire. On ne gouverne pas les politiciens ; on les *tient*.

Plus ils sont vulnérables, et plus ils sont dociles. Or, c'est une idée sans cesse ressassée par Simenon que chaque homme est vulnérable, qu'il est à la merci de celui qui le connaît dans le recoin des coins. Dans chaque vie, il y a une faille, qui est son secret profond, et que le romancier doit à tout prix découvrir. Non pour la condamner ou gémir contre elle ; mais pour la comprendre et l'expliquer. Le Président lui-même a la sienne et, comme il arrive presque toujours chez Simenon, ce qui l'a creusée, c'est le souvenir d'une obsession sexuelle Si exceptionnel qu'il ait pu être, à un certain moment de son existence, il a été un pauvre type, soumis à ses parties basses. C'est la constante la plus fondamentale de l'univers du romancier.

Ce qui dresse le Président contre son ancien collaborateur, ce n'est pas le sursaut d'une âme noble devant les roueries d'une âme vulgaire. Simenon ne fait pas suffisamment ses dévotions devant les bons sentiments pour accepter ce genre de puérilité. Il ne s'occupe pas des apparences et de leurs lumières, mais des tréfonds et de leurs ténèbres. Entre les deux hommes, il y a incompatibilité d'humeur parce que leurs dérèglements sont contradictoires et dès lors qu'ils ne peuvent s'accorder. Leurs vices ne parlent pas le même langage. Ce sont des patois, et qui devaient s'entraîner à la querelle. La vraie complicité chez Simenon, c'est une complicité obscure, et qui se fonde sur des tares de même accent. On ne devine, on ne comprend bien que les hommes qui ont commis des actes que l'on a commis soi-même ou que l'on a failli commettre. Il se fait, ici, que le Président a côtoyé d'autres précipices que son ancien secrétaire, et que la défaillance de l'un apparaît à l'autre comme intolérable.

Cette haine, qui n'est l'expression d'aucune hargne hypocrite et moralisante, le héros de Simenon est persuadé que l'existence de la confession secrète suffira à l'entretenir infatigablement. Il a cette naïveté de penser qu'il ne lui sera pas nécessaire de brandir le document; que son collaborateur de jadis ne courra jamais le risque de voir affronter la divulgation du texte infâmant. Simenon punit cette naïveté avec une violence souple et méthodique. Le secret du Président n'est déjà plus qu'un secret de police, et que l'on va monnayer pour s'assurer des promotions. Jusque dans sa retraite, et au cœur même de son intimité, le vieillard était entouré d'indicateurs, prompts à la délation, qui le traquaient, qui le dépouillaient et qui investissaient sournoisement sa vie privée. Il n'était plus rien depuis des années; même pas un libre animal solitaire, puisque sa solitude comme sa liberté n'avaient cessé d'être épiées, bafouées par les complots de l'ombre et de la malveillance Qu'il meure en paix ; il ne terrorise plus personne. Il ne lui reste qu'une illusion concevable à entretenir, qu'un mensonge possible à commettre : se fabriquer une légende. Mais, après cette minute de vérité, ce serait trop attendre de lui. Déjà, il est ailleurs, rôdant dans un sommeil libéré des illusions, de leur engourdissement et de leur réveil douloureux.

Simenon, romancier, va au bout de ses investigations, sans ménager personne, sans cajoler les mensonges et leur prudence, avec la conscience obstinée et tranquille de celui qui sait que la vérité de la vie a toujours le dernier mot. Henri Verneuil et Michel Audiard l'ont lu de travers et ils ont fait de ce démystificateur scrupuleux un mystificateur mal disant, bien pensant, d'une rouerie béate et imbécile. On pardonnera leur ignorance : ils ont appris à lire dans les studios de cinéma, c'est-à-dire dans des lieux où l'instruction obligatoire est organisée par des illettrés.

Pol VANDROMME.

LES ARTS

HOMMAGE A ANDRE LHOTE

Il y a bientôt vingt-cinq ans que je connais André Lhote, accueilli avec la souriante aménité du maître dans cet atelier de la rue Boulard où passèrent tant d'artistes, amateurs, critiques, gens de lettres, gens du monde, disciples, amis ou contempteurs sournois. Je serai sincère en avouant que la personnalité de l'homme m'a, comme à tant d'autres, assez longtemps masqué le peintre. J'ai toujours tenu André Lhote pour un homme de grande culture, l'artiste qui parmi tous ses pairs, dont certains conquirent beaucoup plus vite et plus facilement la notoriété internationale, m'apparaissait comme le mieux informé de tout ce qui de près ou de loin a quelque rapport avec la connaissance et l'exercice de son art. La chose est si vraie qu'André Lhote, esthéticien, critique, chroniqueur, historien d'art est encore aujourd'hui mieux connu et probablement plus apprécié qu'André Lhote peintre. Notre époque, éprise de spécialité et qui n'a plus le sens ni le goût des idées générales, rejette l'humanisme, glorifie Gagarine et Brigitte Bardot et tiendrait probablement Michel-Ange pour un insupportable mythomane.

Parler et écrire avec tant de pertinence de la peinture considérée à la fois comme une technique savante et comme un art d'expression majeur, qui n'a rien à voir avec de puérils divertissements ou d'innocents jeux de hasard, mettre sur le même pied Cézanne et Poussin, s'enthousiasmer pour de vieilles pierres et vouloir ressusciter des villages perdus dont les vestiges restent l'honneur de nos anciennes provinces, trouver aux contemporains de Ramsès et de Sésostris autant et plus de génie et de talent qu'à ceux du Président Coty, collectionner avec discernement les masques africains et océaniens, brochant sur toutes ces activités suspectes enseigner la peinture dans une Académie fréquentée par des disciples venus des quatre coins du monde s'y inscrire sans autre référence que la personnalité de celui qui la dirige et, en plus de tout cela et malgré tout cela,

peindre, peindre avec continuité, application durant plus d'un demi-siècle, il faut avouer que c'est là une gageure déroutante pour notre mentalité d'assurés sociaux, de citoyens diplômés, brevetés, certifiés, soumis à la taxe proportionnelle et à la surtaxe progressive et bientôt au vote obligatoire. J'avoue que moi, comme les autres, j'étais resté un peu défiant, mais heureusement qu'avec l'âge l'esprit rajeunit : passée la cinquantaine, on prend quelque distance avec les préjugés qui accablent tant de jeunes gens, lesquels se croient ou se veulent émancipés, se ruant dans les pièges les plus grossiers du conformisme intellectuel, politique, social et, ajoutons, esthétique si l'art a encore pour eux, droit de cité.

Toutes ces considérations pouvaient se résumer ainsi et je n'ai aucune honte à le dire, car il m'est arrivé d'hurler avec les loups, moi qui passe pour un monstre d'anti-conformisme : « André Lhote, oui, mais sa peinture... ! » Je suis allé à la Maison de la Pensée française, je suis allé à la Galerie Marcel-Guiot, je suis allé à la Galerie Jean-Claude et Jacques-Bellier et j'y suis retourné. Je n'y ai pas été, comme Paul de Tarse terrassé par l'irruption de l'ange sur le chemin de Damas, non, notre cher André Lhote n'exerce pas une action aussi foudroyante et cette manière, comme le dirait Jean Nohain, n'a jamais été de chez nous. De Fouquet à... André Lhote — pourquoi pas ? — en passant par Le Nain, Chardin, Corot, nos artistes ont des façons plus persuasives quoique moins brutales. Pour la première fois peut-être et mieux, en tout cas, qu'à sa Rétrospective du Musée d'Art Moderne, la démarche du peintre nous apparaît dans toute sa progression logique et harmonieuse.

Si l'on veut juger l'œuvre, porter un jugement sur l'artiste et non sur un accident ou un moment de son activité créatrice, il faut de toute nécessité opérer une synthèse. Sans doute pour le botaniste la feuille suggère l'arbre, encore faut-il qu'il ait une connaissance préalable de l'arbre, de sa structure organique et de tous ses développements possibles. Prétendre juger un artiste sur certaines œuvres d'un caractère expérimental, voire transitionnel, est aussi injuste que de prétendre juger un écrivain sur ses brouillons, un de ses livres sur des extraits détachés de leur contexte.

Lorsqu'un peintre tel que Lhote consacre sa vie à la peinture, associé dès 1908 aux recherches du Fauvisme, puis du Cubisme qui en fut le succédané presque immédiat, pour aboutir après cinquante ans d'efforts et de recherches ininterrompus à ses créations actuelles, qui sans aucune faiblesse ni répétition aboutissent à une exaltation de ses dons de dessinateur et de coloriste il faut y regarder de près avant de porter condamnation par recours à de vaines références. L'erreur commise par la critique contemporaine, qui craignant toujours d'être dépassée par l'évè-

nement adopte une mentalité de courriériste pour lequel l'évènement du jour prime toujours en intérêt celui de la veille, en attendant qu'il soit primé par celui du lendemain, est une erreur d'optique intellectuelle se substituant à la seule optique qui soit valable en art et qui est d'ordre esthétique. Nos prétendus esthéticiens cèdent au préjugé commun du progrès continu, notion à peine valable sur le plan technologique et qui ne l'est pas du tout sur le plan spirituel.

Confronté au tâchisme et au calligraphisme « gestuel » des tenants les plus avancés de l'art prétendu « informel », le cubisme tempéré de Lhote, cherchant l'organisation de la toile dans les rapports concertés de la couleur et l'analyse graphique des motifs naturels qu'il se propose, peut apparaître, au regard de certains comme un jeu dépassé, désuet. On peut légitimement penser de tous ces parallèles gratuits qu'autant en emporte le vent, car ces positions d'esprit dans le temps sont aussi éphémères que les modes successives qui régissent l'art vestimentaire et la plupart de nos habitudes d'existence. Les modes passent, l'art demeure. L'art de Giotto et de Cimabüe, aussi bien que celui des peintres de Lascaux et d'Altamira, reste pour nous aussi plein de fraîcheur et de justification qu'il pouvait l'être pour les hommes du Quattrocento ou ceux de la Préhistoire, peut-être même davantage, car n'étant plus mêlé à la vie, il se propose à nous avec une totale objectivité qu'il n'avait sans doute pas pour les contemporains trop engagés dans le climat d'époque, comme le plongeur dans son eau ne faisant pas de réflexion sur l'élément dans lequel il se meut.

L'Exposition de la Maison de la Pensée française, offrant un raccourci et la juxtaposition de peintures d'époques les plus diverses sans aucune préoccupation chronologique, nous fait mieux sentir l'unité de cette création continue dont on peut justement goûter certains moments plus que d'autres mais dont aucun n'est indifférent. Celle de la Galerie des frères Bellier, sélection d'œuvres les plus anciennes allant de 1908 à 1920, a pour moi d'incontestables attraits, mais dois-je les attribuer à un effet de perspective psychologique ou à une juste discrimination des valeurs ? Il est un fait que notre esprit a besoin d'un certain recul pour juger objectivement et ce que j'ai dit des peintres de la préhistoire et de la prérenaissance reste sans doute vrai pour des moments beaucoup moins éloignés de nous, ne serait-ce que ceux se rapportant aux prémices de l'art qualifié par nous de moderne. Quant à l'exposition de la Galerie Marcel-Guiot, dans laquelle l'artiste nous propose un aspect mineur — ce qualificatif pris sans aucune acception péjorative — de son œuvre, dessins et gouaches, s'il ne me déçoit pas, je trouve la cimaise un peu encombrée ; l'accumulation de peintures de tonalité analogue y donne une impression de monotonie, qui ne se dégage ni de l'intelligente rétrospective de la Pensée

française et encore moins de l'exquise présentation de la Galerie Bellier.

Préfaciers, courriéristes critiques vous ont, mon cher André Lhote, rendu pleinement hommage et je pense que de tous ces morceaux plus ou moins dithyrambiques le plus pertinent et le plus sincère était peut-être celui de Waldemar George, dans « Combat ». Plus simplement, plus modestement, j'ai tenu moi aussi à vous saluer, à l'occasion de ce qu'il est permis de considérer un peu comme la célébration de vos noces d'or avec la Peinture, essayant d'apporter un peu de clarté dans le débat, si débat il y a. En terminant et s'il m'est permis de formuler un vœu qui ne soit plus rétrospectif — car, dans votre vie si bien remplie il y a aussi le chapitre des occasions manquées, manquées oui, mais par d'autres — je pense et je souhaite que le Musée de Bordeaux, celui de votre ville natale, musée si longtemps et si indignement en sommeil, en train de se réorganiser sous l'impulsion d'un maire compréhensif et d'une conservatrice pleine de dynamisme, je pense et je souhaite qu'après la Salle Marquet et la Salle Odilon-Redon, une Salle André-Lhote s'y ouvre prochainement. Ce serait le plus sûr et le plus juste hommage rendu à votre magnifique talent de fils d'Occitan.

PIERRE AMBROGIANI
A LA GALERIE PAUL-AMBROISE

On connaît mal à Paris, du moins dans un certain milieu qui se dit et se veut d'avant-garde, la Galerie Paul-Ambroise. En retrait des immeubles de façade sur la rue Royale, proches du Ministère de la Marine, installée dans les admirables architectures intérieures qui composent les coulisses de l'ordonnance de Gabriel, restaurées avec un goût sûr par le maître du lieu, elle mérite cependant une visite, ne serait-ce que domiciliaire. L'accrochage de peintres actuels dans ce décor du 18e siècle n'est pas sans offrir des contrastes parfois savoureux, quelquefois décevants. On peut trouver un test esthétique dans l'équilibre harmonieux d'une œuvre d'art moderne présentée dans un cadre ancien, car la qualité a des exigences imprescriptibles. Pour cette fois l'épreuve est positive et il faut souhaiter que la Galerie soit toujours aussi bien inspirée dans le choix de ses exposants.

Présenter Pierre Ambrogiani, ce Provençal, qui est une force de la nature un peu à la manière du Sétois Desnoyer et dont le premier métier fut celui de facteur — ce qui nous vaut la sa-

voureuse conjoncture Pierre Ambrogiani-Marcel Pagnol, préfacier de la monographie que vient de lui consacrer aux Editions Achille-Weber le toujours si compréhensif Waldemar George — n'est pas mon rôle. Sa peinture est une bien meilleure introduction à l'artiste que toute espèce de commentaire, fut-il aussi pertinent que celui de son excellent biographe. Il n'est peut-être pas de peinture, qui autant que celle-ci, requière le contact direct, visuel, je dirais presque tactile. Ambrogiani appartient à la lignée des peintres-plasticiens ; il fut d'abord modeleur et sculpteur, pour qui peindre est non une opération intellectuelle se subordonnant l'outil, crayon, plume ou pinceau, mais une sorte de combat, corps-à-corps, de l'artiste avec sa couleur-matière, la toile servant de support.

Ambrogiani est de la famille des Tintoret, des Courbet, de ces colosses cherchant dans la création artistique un exutoire à un excès de vitalité que la vie ne saurait résorber dans ses occupations triviales et quotidiennes. Mieux que Lorjou — clerc de notaire qui veut se donner des allures de Titan, dont il est loin d'avoir la carrure physique et encore moins mentale — Pierre Ambrogiani pourrait prétendre, s'il n'était un modeste à ce jeu d'haltérophile élevant à la cimaise un poids prodigieux d'outremers et de jaunes de chrome sous lesquels chancellent de plus faibles épaules.

ESTEVE A LA GALERIE VILLAND-GALANIS

Je connais Estève depuis vingt-cinq ans. J'ai vu, dans les années qui précédèrent la guerre, s'affirmer sur les cimaises des « Surindépendant » la personnalité et le talent de ce bel artiste, qui compte aujourd'hui parmi les meilleurs. Où qu'il expose, dans les ensembles les plus homogènes ou les plus hétéroclites, partout les toiles d'Estève s'imposent et s'isolent par la fermeté du trait et l'exaltation de la couleur. Elles sont comme un signal qui vous appelle et vous retient. Mais Estève exige pour être goûté et compris un prospect que ne lui ménage habituellement pas le cadre trop mesuré des galeries qui l'exposent. Dans l'espace étroitement cloisonné de la Galerie du Boulevard Haussmann, il est comme prisonnier : une accumulation de toiles de valeurs égales qui fatiguent l'œil et qu'on voudrait pouvoir regarder chacune dans un isolement propice et avec un recul favorable. La plupart des promoteurs d'exposition et des marchands de tableaux ignorent cette loi essentielle du « prospect » assignant à chaque œuvre d'art une situation déterminée dans l'espace en fonction de l'ambiance et de l'échelle particulière,

selon laquelle et pour laquelle une œuvre a été imaginée et construite.

BERTHOLLE A LA GALERIE ROQUES

Un des rares parmi les peintres qu'on dit non-figuratifs, qui n'aient jamais cherché l'évasion gratuite et pris la licence pour la liberté. Plus un peintre prétend s'évader d'une réalité concrète, qui à force d'être prise pour support ou justification aboutit à la pire des conventions, plus sa discipline picturale doit être stricte, allant à l'encontre même de cette facilité, laquelle n'est dans la plupart et les meilleurs des cas qu'une collaboration avec le hasard, mise à profit par un peintre avec le goût d'un étalagiste ou d'une couturière. Bertholle, dont je me plais à suivre la démarche à travers les Salons et les accrochages auxquels il participe, est un admirable coloriste, un analyste subtil des jeux de la lumière sur des formes inventées mais participant toujours de cette permanente féerie qui fait des spectacles naturels pour qui sait les regarder une inépuisable joie. Mais c'est au peintre que nous devons ces joies par cette éducation de l'œil et de l'esprit, laquelle nous fait passer du procès-verbal au poème.

GEULA DAGAN A LA GALERIE DE L'ANCIENNE COMÉDIE

Pour être sincère, je n'aurais pas vu cette exposition si je n'avais d'abord retrouvé l'artiste, rencontrée par hasard et revue après dix ans d'une prise de contact initiale sous le signe de l'amitié. Mais ce qui n'aurait pu être que convenance mondaine, sans autre conséquence que ces compliments de pure forme que l'on doit à une jeune femme qui fait de la peinture comme d'autres écrivent des romans ou s'efforcent de faire carrière dans la chanson, a été pour moi une des plus extraordinaires surprises dans mon pélerinage quasi-quotidien à travers les galeries parisiennes : vieille route battue et rebattue, dont je connais après tant d'années les tristes et sempiternelles auberges, avec quelques gîtes accueillants que gâtent trop souvent, hélas ! les apprêts d'une cuisine de qualité douteuse servie dans un cadre honnête.

J'avoue que je suis resté d'autant plus médusé devant une telle fraîcheur et un tel éclat que ces dix ans d'éloignement représentent exactement le chemin parcouru par cette jeune femme peintre, dont la biographie est pleine d'intérêt mais n'aurait qu'une valeur simplement anecdotique si au bout de cette route il n'y avait déjà cette réussite tangible qu'est sa peinture. Lorsque cet article paraîtra, l'Exposition Geula Dagan sera malheureusement terminée. Je le regrette bien vivement pour mes lecteurs, surtout pour mes lecteurs sans parti-pris et qui ont le sens direct des choses de l'art.

Dans cette voie et si elle persévère, je ne crains pas, jouant les prophètes, ce qui m'arrive bien rarement, de prédire à Geula Dagan une éclatante réussite, qui fera pâlir celle de bien d'autres étoiles allumées trop tôt au ciel de l'art. Allant dans le sens, qui me paraît être celui de l'avenir, cette nouvelle figuration, née non plus des vaines démarches d'un réalisme inerte et ne fut jamais qu'une voie sans issue pour les peintres dénués de talent d'expression, mais d'un réalisme vivant célébrant ses noces avec la nature retrouvée, Geula Dagan est elle-même une force de la nature. Elle possède cette sûre intuition qui est l'âme de toutes les grandes créations.

PAYSAGES PARISIENS AU MUSEE CARNAVALET

Je n'ai pas toujours été tendre avec le Conservateur de cet admirable musée consacré à l'Histoire de Paris et qui recèle tant de richesses insoupçonnées de la plupart des Parisiens, à l'esprit peu curieux. Je me rappelle certaines expositions de « Chefs-d'œuvre des collections parisiennes », dont le titre pouvait sembler un euphémisme. Cette fois-ci je m'incline, mon éloge sera sans restriction. L'exposition ouverte jusqu'à fin mai, nous montrant Paris vu par ses peintres, est une des plus belles qu'on puisse voir et probablement la plus belle de la saison, laissant loin derrière elle par le choix intelligent et la qualité des œuvres exposées, toutes les autres.

On y est accueilli par un extraordinaire et inattendu chef-d'œuvre, un paysage suburbain de Georges Michel, le peintre des moulins de l'ancien Montmartre, qui a la vigueur, la largeur de touche, la profondeur d'atmosphère des plus beaux Constables. Cette œuvre exceptionnelle permet de situer très haut ce peintre, qui fut un précurseur de la grande école des paysagistes français du 19e siècle. Un des grands triomphateurs de cette confrontation de la plupart des grands peintres français du 19e siècle et de leurs suivants, c'est aussi Jongkind. Grand peintre,

lui aussi plus ou moins méconnu, vu par le côté le plus petit d'une œuvre considérable, qui fait pressentir Utrillo — lequel lui doit beaucoup — un Utrillo assez mal représenté ici par des œuvres secondaires et dont on aurait pu se dispenser d'exposer les deux énormes croûtes barbouillées d'une main débile par le peintre cloîtré du Vésinet, fantôme d'un grand artiste, qui en dix ans, de 1905 à 1917, avait déjà exécuté le meilleur de son œuvre et peint les plus beaux paysages qu'exécutât un artiste moderne.

Puis il y a Corot, l'admirable Corot, Pissaro, qui fut le père de l'Impressionisme, Monet, Sisley, Renoir, Signac, Luce, Marquet, Dufy. D'autres noms plus prestigieux encore sont absents de la cimaise ou représentés par des œuvres mineures, mais on ne saurait tout montrer, pas plus qu'on ne saurait tout dire. Et la sève qui fit s'épanouir sur les bords de Seine tant de fleurs n'est sans doute pas près de s'épuiser.

F.-H. LEM.

VOIX D'OCCIDENT

LA CONQUETE DE L'ETAT

La revue mensuelle romaine *L'Italiano* que dirige Pino Romualdi, publiait dans un de ses récents numéros un dernier article de Trestelle, fragment d'une étude bien instructive sur la conquête de l'Etat, consacré à l'échec du putsch de Kapp à Berlin, en 1920. Il écrit :

> « Résumons les faits comme Malaparte nous les décrit, avec exactitude, autant que je sache, si ma mémoire ne me trahit:
>
> Dans la nuit du 12 au 13 mars 1920, le général Von Luttwitz à la tête de quelques éléments de l'Armée de Courlande, envoie un ultimatum au Premier ministre Bauer, mis en demeure de confier le pouvoir à Kapp s'il veut éviter l'occupation de Berlin.
>
> Bauer, naturellement refuse et se prépare à la défense, mobilisant les forces de police, barrant les routes et les places, renforçant la garde des édifices publics. Mesures inutiles car il est bien connu que devant l'armée la police cède au premier heurt, ou même avant.
>
> Mais Bauer n'avait rien d'autre à faire. D'autre part un vague simulacre de défense lui était nécessaire pour démontrer que Kapp et son général violaient la légalité et qu'ils devenaient ainsi ennemis de l'Etat démocratique allemand.
>
> On sait comment Bauer régugié à Dresde, après avoir lancé un appel à la grève générale fort bien suivi, obligea Kapp, après 48 heures, à abandonner le pouvoir en prétextant que devant « le péril communiste » il fallait regrouper tous les citoyens. »

Et Trestelle constate :

> « Les sottises se disent et se font toujours avec l'excuse de ce péril. Hier comme aujourd'hui. Et combien d'erreurs grossières en seront recouvertes et de fausses positions se justifieront !
>
> En fait, Kapp remet le pouvoir non plus à Bauer (social-démocrate) entre temps débordé par la grève et les émeutes qui en avaient découlé, mais au communiste Muller qui avait su profiter des erreurs de Kapp et de Bauer.
>
> A la tactique de Bauer avait succédé celle de Lénine qui, en ce cas, avait atteint son but sans recourir à la technique de Trotzky, simplement parce que la tactique de Bauer,

paralysant l'Etat avait créé les conditions nécessaires au coup de force communiste. »

Et l'analyse des erreurs de jugement de Kapp faisant intervenir l'armée avant que son adversaire fut suffisamment affaibli est des plus judicieuses.

L'ESPAGNE ET L'HISPANO-AMERIQUE

Le sort de l'Occident tout entier se joue aussi bien en Amérique latine qu'en terre d'Afrique qu'il s'agisse du Cap ou de l'Algérie, et les meilleurs esprits s'efforcent aujourd'hui de définir ce que pourrait être l'apport de l'Espagne dans la prise de conscience du continent américain hispanisant. Longtemps un certain conformisme a traité le sujet comme on traite au grand amphithéâtre de la Sorbonne de la « fidélité » des Canadiens français. Du folklore tout pur.

C'est sous une tout autre optique que M. Antonio Amadeo Moreno examine le problème dans « Seminerios ».

L'auteur, responsable du Séminaire central d'Etudes internationales, souligne d'abord la différence proprement antinomique existant entre le Panaméricanisme issu de la doctrine de Monroë et si fortement ébranlé par le développement des interprétations du Marxisme léniniste russe et chinois et l'ibéro-américanisme traditionnel.

Pour M. Antonio Amadeo Moreno il convient aujourd'hui d'agir sur quatre plans. Savoir :

1°) la consolidation de l'unité ibéro-américaine ;

2°) le sens de la politique extérieure espagnole ;

3°) l'utilisation de l'émigration espagnole ;

4°) la vie syndicale (fondée sur une assimilation du National-Syndicalisme).

La crise du Panaméricanisme est remarquablement analysée en ces termes :

> « Le Panaméricanisme a pour objet d'établir l'exclusivité de l'action des Etats-Unis sur l'Hispano-america. Le fait que cette exclusivité ne se soit pas réalisée ne doit pas laisser supposer qu'il est dû à quelque bienveillance nord-américaine, mais à l'éveil d'une conscience propre chez les peuples hispano-américains.
>
> En outre, le Panaméricanisme subit une crise, actuellement une des plus profondes, qui a pour cause à notre avis : 1°) l'insouciance nord-américaine pour l'Amérique hispanique, mise en évidence par la seconde guerre mondiale ; 2°) les grands problèmes de l'après-guerre et le délabrement de l'Europe incitèrent les Etats-Unis à porter tout leur intérêt sur celle-ci en lui prodiguant l'aide matérielle. »

D'où l'espacement des conférences panaméricaines.

A Bogota le malaise était déjà sensible et nous savons jusqu'où s'étend aujourd'hui l'échec de Roosevelt, aux belles promesses emportées par le vent des pampas, et de ses successeurs.

C'est pourquoi cette prise de conscience du devoir historique de l'Espagne vient à son heure.

Le salut de l'Occident ne peut être qu'une œuvre collective et non l'apanage d'un chef de file qui, s'il dispose d'un nombreux « brain-trust » n'a pas beaucoup de têtes pensantes.

UNE DEFINITION DU MONARQUE

Nous avons déjà eu l'occasion de citer dans cette rubrique nos confrères de « O Debate », hebdomadaire des monarchistes portugais, soucieux de doctrine et d'efficacité.

M. Noronha da Costa apporte aujourd'hui dans cet organe ces précisions sur le rôle du monarque :

> « Au Portugal, « l'intégrisme lusitanien » issu du nationalisme intégral maurassien, revint à la conception portugaise...
>
> On opposa à la formule libérale « le Roi règne mais ne gouverne pas », l'antique formule « Le Roi gouverne, mais n'administre pas » et comme dit Mario Saraiva dans son livre « Clair dilemme » : « qu'il gouverne selon la loi qui n'est pas positivement sa volonté et il est le premier à obéir aux impératifs que la mission historique de la patrie propose.
>
> « Absolu serait le roi gouvernant avec comme code, sa volonté et administrerait selon son bon plaisir, sans obligation de justifier ses actes. »

La contre-révolution moderne, tout comme le fascisme dans son essence, gardent aujourd'hui, face à la ploutocratie démocratique et au marxisme la tradition des libertés réelles.

L'ART MODERNE ET L'OCCIDENT

A l'Exposition de Paris de 1937, les Pavillons de l'U.R.S.S. et du IIIe Reich, qui se faisaient vis-à-vis, présentaient d'évidentes similitudes de « style » si nous osons dire.

En fait l'art moderne, figuratif ou abstrait, était également condamné par Hitler et Staline, au profit d'un néo-pompiérisme social.

Se posant la question de savoir si l'art moderne a des sources occidentales, D. Peillen, dans « L'Europe Réelle » (Bruxelles) constate :

> « Tous les peuples sémites ont pour des raisons religieuses interdit la figuration humaine dans l'Art et ont toujours manifesté beaucoup de méfiance envers l'Art. L'effet de cette interdiction — particulièrement sensible dans le domaine de la peinture — nous a valu la destruction par les musul-

mans de nombreux chefs-d'œuvres hindoux ou persans et, sous la forme de l'art des miniatures, une belle résistance ethnique de ces peuples non sémites au dogme musulman. L'on pourrait, me retournant le même argument, rapprocher l'art abstrait religieux des sémites et l'art abstrait moderne. Hélas, parmi les peintres contemporains, les juifs les plus célèbres sont tous des figuratifs : Soutine, Chagall, Kisling, Cézanne. Dans les tendances abstraites modernes si révolutionnaires à tous égards et si libres, le goût du dogmatique sémite n'a pu y produire d'individualités comparables à Einstein, Spinoza, Marx.

Si l'art moderne n'est pas un produit sémite, il a su cependant nous libérer d'une vieille définition de l'esprit occidental chère à plus d'un fasciste. L'art moderne a paru à certains comme une négation de l'esprit occidental, car ils voulaient par là dans une vieille duperie, réduire la pensée occidentale à l'humanisme chrétien et gréco-latin.

En Europe occidentale la pensée juive latinisée nous a été transmise par la religion chrétienne. Cependant, tel l'Islam en Iran, la christianisme en Europe occidentale n'a pu détruire les tendances « barbares » occidentales dont nous avons tout lieu d'être fiers, car elles ont permis à nos pays de voir se développer une des plus belles iconographies du monde. Le Moyen-Age a été le triomphe de cette savante intégration de la pensée judéo-latine par les peuples ibériques, celtiques et germaniques, créateurs de l'art roman et de l'art gothique. En ce sens les XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles dont les universitaires français nous rabattent les oreilles n'ont été qu'un refus des sources occidentales pures au profit du mythe de la latinité civilisatrice et de la lumière qui vient de l'Orient. De cette latinité sélectionnée est sorti un classicisme au nom duquel aujourd'hui on condamne l'art moderne. »

Remarques pertinentes et constatons à notre tour que parmi les justes libertés sauvées par le fascisme mussolinien figurait précieusement la liberté du choix de l'expression pour l'artiste et lui seul.

J. M. A.

NOS LECTEURS NOUS ECRIVENT...

Il y a quelques mois, la plupart des quotidiens français titraient, avec la clairvoyance que l'on s'accorde à leur reconnaître, « La guerre d'Afrique du Sud est commencée ». Au Transvaal, la police avait en effet ouvert le feu sur des manifestants Noirs et il y avait de nombreuses victimes. Il n'y a pas à ma connaissance un seul journaliste qui expliqua objectivement les faits : il était tellement plus facile d'exposer à un public généralement ignorant en la matière, « l'horreur du système « raciste et colonialiste Sud-Africain ». Il y a mille façons de travestir la vérité : On parla de « cartes d'identité raciale » en expliquant qu'un Noir n'avait pas le droit de quitter la limite du territoire qui lui était assigné sans autorisation du chef des affaires indigènes, mais on se garda bien d'expliquer au lecteur les dangers de la détribalisation avec son cortège de misères : prolétarisation, chômage, alcoolisme, prostitution, maladie vénérienne, misère de la femme bantoue restée au village avec ses enfants et à qui le mari n'envoie souvent plus d'argent au bout de quelque temps. On n'expliqua pas davantage que les troubles du Transvaal avaient pour origine, non une quelconque histoire raciale, mais la fermeture des fabriques clandestines d'alcool et que les émeutes avaient été provoquées par des hommes d'affaires Hindous frustrés de leurs bénéfices par les mesures gouvernementales. Il est à noter que si les Sud-Africains n'avaient pas réagi, l'O.N.U. se serait bien débrouillée à envoyer quelque « commission d'enquête » qui serait revenue triomphante en annonçant que l'élément indigène de l'Union était décimé par l'alcool, avec la complicité du Gouvernement qui se refusait à fermer les brûleries clandestines.

J'ajoute que la situation fut rapidement rétablie. Cela aurait dû faire comprendre à nos journalistes qu'il ne fallait pas trop prendre leurs désirs pour la réalité. Il n'en a malheureu-

sement pas été ainsi. Pour la plupart, ce n'est que partie remise. La politique de ségrégation suivie par le docteur Vervœrd et approuvée par la quasi-unanimité du peuple Sud-Africain semble en effet inadaptable avec les grandes théories de décolonisation et d'émancipation de la race noire prêchées par certains de nos intellectuels inspirés. Il y a quelque chose d'intolérable chez ce petit peuple qui s'obstine à ne pas tenir compte du « sens de l'histoire ». Son existence même semble une insulte à la « Conscience Universelle ».

J'ai toujours été frappé par le parti-pris ou l'ignorance des écrivains traitant des problèmes Sud-Africains. Nombre de voyageurs relatent, non ce qu'ils ont vu, mais ce qu'ils voulaient voir (1) répandant ainsi dans l'opinion publique des informations inexactes qui, complaisamment reprises par nos organes d'information nous donnent une idée tout à fait fausse du pays Boërs.

Quant à l'ignorance du Français moyen à ce sujet, elle est tout simplement ahurissante.

Je me souviens m'être trouvé récemment à la terrasse d'un café parisien à proximité d'un groupe de jeunes femmes, lesquelles discutaient avec animation de ces « monstrueux esclavagistes » qui refusaient de donner l'indépendance à ces pauvres Noirs opprimés. Cela se passait lors de la venue des Sprinboks à Paris. L'une d'elles, plus venimeuse que ses compagnes donnait le ton à la conversation. Elle en avait le droit, son mari, militaire de carrière n'était-il pas encore là-bas, en Afrique du Sud, précisément ? Je compris par la suite qu'il se trouvait dans la région de Brazzaville... Mais quelle différence ? Cette ville ne se trouve-t-elle pas en Afrique et dans le Sud, par-dessus le marché ?

Les problèmes ? Cette dame les connaissait bien, elle les exposait avec force devant son auditoire captivé et attendri. Il y avait des références, des citations : « France-Soir », « Jour de France », « Le Figaro Littéraire », « Pleure, ô mon pays bien-aimé »... Je crois même qu'elle a cité « La case de l'Oncle Tom ». Elle avait tenu à relire ce livre afin de se documenter sérieusement sur la question raciale. Mais l'argument de choc, c'était, bien entendu, « L'Express » dont la lecture régulière et assidue, comme chacun sait, est une condition nécessaire et suffisante pour être considéré comme un intellectuel averti et... de qualité.

Mais il me semble tout de même entendre des reproches

---

(1) Par contre on relira avec intérêt l'article courageux et documenté de M. Cartier : Les blancs d'Afrique du Sud ont-ils tort ? » (*Paris-Match*, 23 avril 1960).

émanant de certains lecteurs qui, tout en sachant fort bien où se situe l'Union Sud-Africaine, ne sont nullement d'accord avec la politique Indigène de ce pays. Pour ceux-ci, la deuxième partie de cet exposé leur est réservée. J'essaierai de leur présenter honnêtement la situation, sans céder au goût du jour. Plaire ou convaincre importe peu en matière de reportage, ce qui compte, c'est être vrai. Aux autres lecteurs en général et à ces dames en particulier, je dédie la première partie de mon article.

Un million deux cent mille km2, treize millions d'habitants dont trois millions de blancs purs, limitée au Nord par la rivière Limpopo, à l'Est par le Mozambique et l'Océan Indien, à l'Ouest par l'ancien Sud-Ouest Africain allemand et l'Océan Atlantique... Telle est l'Union Sud-Africaine.

Elle comprend quatre Provinces : le Transvaal, l'Orange à prédominence Boëre, le Natal et le Cap à majorité britannique. Ajoutons qu'elle administre en vertu du traité de Versailles, le Sud-Ouest Africain et que les Britanniques protègent trois états indigènes : le Bechnanaland, le Basutoland, le Swaziland. Tout laisse supposer que ces états seront un jour rattachés à l'Union.

Au 15e siècle, cette terre devint le passage vers l'Ouest lorsque les marins portugais contournèrent le Cap « dans la bonne espérance » de gagner les Indes par la mer. Cape-Town est à 9.000 km. de l'Australie et à 11.000 km. de New-York.

Ce sont des Hollandais qui avec Jan Van Riebeeck, en 1652, débarquèrent en Afrique du Sud et, pour le compte de la « Compagnie Hollandaise des Indes Néerlandaises » fondèrent Le Cap.

Ici, nous noterons qu'à cette époque, la région était vide d'habitants nègres à l'exception de quelques misérables Hottentots en voie de disparition. Ce n'est que 130 ans plus tard que, poussés par des conquérants sanguinaires du genre Tchakka (1) les Zoulous descendirent du Nord pour envahir les terres prospères occupées par les Blancs.

Peu après l'arrivée de Jan Van Riebeeck, des Huguenots de toutes nationalités (beaucoup étaient Français), chassés d'Europe par des persécutions religieuses, s'installèrent comme cultivateurs dans la région du Cap. Ainsi naquit la Société Boërs (paysan). Ainsi fut créée l'Union Sud-Africaine Blanche.

En 1795, les Anglais apparaissent et s'installent dans la province du Cap où les habitants sont alliés à la France Révolutionnaire. Le traité de 1815 abandonne la Province à la Grande-

(1) Tchakka se vantait volontiers d'avoir égorgé de sa main des milliers d'ennemis vaincus.

Bretagne et bientôt, des milliers de colons Britanniques arrivèrent, ne tardant pas à signifier aux Boërs qu'ils étaient désormais les maîtres du pays.

Alors, les Boërs se rassemblèrent, chargeant leurs pauvres affaires sur des charriots et s'éloignèrent en direction du Nord.

Ainsi commençait une des plus extraordinaires épopées des temps modernes : *Le Grand-Treck.*

Tout d'abord, les Boërs s'avancèrent vers le Drakensberg. Les hommes à cheval, l'arme à la main, protégeaient les convois. Les femmes, conduisant les charriots, chantaient des cantiques.

Bientôt, des profondes vallées du Natal montent des chants d'allégresse et d'espérance. La joie emplit le cœur de ce peuple héroïque et l'Eternel conduit d'une main sûre ceux qui se sont abandonnés à Lui.

La rumeur formidable de cette multitude en marche franchit les collines, les vallées, les montagnes, les vastes solitudes du Veld pour aller finalement tirer de leur torpeur les hordes Zouloues en mal de conquête. Alors des chefs prestigieux tels Zwengendaha rassemblèrent des bandes innombrables et ils se portèrent à la rencontre des guerriers aux cheveux blonds.

Un combat effroyable a lieu en un endroit appelé depuis « Bloodriver » (La rivière du sang). Les Zoulous sont vaincus. Mais le Natal est annexé peu après par l'Angleterre. Les Boërs repassent le Drakensberg et fuient vers l'Orange où leur indépendance est reconnue en 1854. Celle du Transvaal où se sont installés certains réfugiés est reconnue en 1881.

Mais en 1870, les Uitlanders (Etrangers) arrivent dans ces provinces, attirés par le diamant que l'on a récemment découvert. Les Boërs s'opposent à eux par la force et en 1899, l'Angleterre intervient dans le conflit.

Les oreilles de nos grands-parents résonnent encore des exploits héroïques et du martyre des Boërs. Pendant 3 ans, ces cavaliers intrépides lutteront, très inférieurs en nombre, presque sans armement contre l'armée anglaise qui ne cesse de recevoir des renforts. Commandos, coups de main se succèdent sans interruption. Les « paysans » opposent à la force, le courage et l'audace folle et désespérée d'un peuple qui ne veut pas mourir.

En 1902, l'Angleterre a écrasé ce petit peuple valeureux ; mais, bonne joueuse, elle se réconcilie avec les vaincus et ensemble, ils s'entendent pour former un « dominion » : l'Union Sud-Africaine.

Le Gouvernement siégera à Prétoria au Transvaal, Province Boër, le Parlement, au Cap, Province Anglaise. Le Roi étant, bien entendu, le chef suprême de l'Etat.

Le 1er mai 1961, les liens qui unissaient l'Union à la Grande-Bretagne depuis 1910, sont rompus pour des raisons que j'essaierai de faire comprendre dans la suite de cet article.

Le 31 mai de cette même année, la République Sud-Africaine sera proclamée.

Voici en quelques lignes un bref résumé de l'histoire de l'Union.

Ajoutons que, sur le plan économique, l'Union est actuellement extrêmement prospère et que ses habitants noirs et blancs bénéficient d'un standing de vie à peu près inconnu dans les autres pays du monde, Etats-Unis, Australie et Canada exceptés.

La scolarisation indigène et l'Education postscolaire sont activement poussées et dépassent de très loin toutes les autres entreprises européennes en Afrique, Algérie y compris.

Un dernier mot sur la composition des différentes communautés ethniques. Il y a en Afrique du Sud, 2.800.000 Blancs descendant soit des premiers colons hollandais ou britanniques, soit des immigrants Européens (Allemands, Anglais, Hollandais, Français, etc...) venus à des époques plus récentes.

En outre, il y a 9.000.000 de Nègres venus des régions équatoriales d'Afrique près de 130 ans après l'arrivée des Boërs. Ce sont pour la plupart des métis Bantous-Chamididés tels que les Zoulous, Bassoutos, Matabélés (1), Vendas.

Les Métis, 1.200.000, vivent dans la province du Cap.

Il y a enfin 400.000 Asiatiques, pour la plupart commerçants, qui posent un très gros problème au Gouvernement, car ils vivent souvent en parasites sur l'élément indigène. Ils pratiquent, en effet, le commerce de traite et bloquent souvent ainsi l'évolution économique des Noirs.

Consulter « Tradition and Historic of the Zulus ». Sprisvale Natal, 1866. Auteur : H. Callaway.

Il semble superflu de rappeler qu'à l'heure actuelle, des lois très strictes cloisonnent les communautés Blanches et non Blanches.

C'est le gouverneur Eboué, lui-même, qui nous met en garde contre les illusions de l'assimilation. Dans la *Nouvelle Politique Coloniale*, il écrivait :

« Faire ou refaire une société, sinon à notre image, du moins selon nos habitudes mentales, c'est aller à un échec certain.

---

(1) Parmi les Zoulous, les Matabélés ont une histoire très curieuse. Un de leur chef : Tchakka, surnommé le « Napoléon africain » organisa un empire immense et fort stable.

L'indigène a un comportement, des lois, une patrie qui ne sont pas les nôtres. Nous ne ferons son bonheur ni selon les principes de la Révolution française, qui est notre révolution, ni en lui appliquant notre code Napoléon, qui est notre code, ni en substituant nos fonctionnaires à ses chefs, car nos fonctionnaires penseront pour lui et non en lui.

Nous assurerons au contraire son équilibre en le traitant à partir de lui-même, c'est-à-dire non pas comme un individu isolé, mais comme un personnage humain, chargé de traditions, membre d'une famille, d'un village, d'une tribu, capable de progrès dans son milieu et très probablement perdu s'il en est extrait. Nous nous attacherons à développer le sentiment de sa dignité et de sa responsabilité, progrès moral, et à l'enrichir, progrès matériel. Mais nous le ferons dans le cadre de ses institutions naturelles. Si ces institutions se sont désorganisées à notre contact, nous les réorganiserons, sous une forme nécessairement nouvelle mais proche de lui, pour maintenir en lui le goût de son pays et pour le porter à y faire ses preuves avant toute autre étape. En un mot, nous rendrons à l'indigène ce dont nul homme ne peut se passer sans dommage, nous ne lui ferons aucun cadeau illusoire, nous lui restituerons en même temps le sens profond de la vie et le souci de se perpétuer. »

Les Britanniques, eux aussi, ont appliqué une méthode colonisatrice originale et dont les résultats semblent satisfaisants.

A peine installés dans le pays conquis, ils créent rapidement une élite locale et profitent de leur domination pour hisser entre leur possession et la Grande-Bretagne un réseau complexe et étendu, de relations à la fois économiques, culturelles, politiques et sentimentales.

Malgré son échec, la politique Belge en Afrique était remarquable. J'ai vécu très longtemps au Congo et je dois avouer que nulle part sur le Continent noir, excepté peut-être en Afrique du Sud, je n'ai rencontré un état si prospère et si admirablement organisé.

De fait, la politique de nos voisins était ségrégationniste, mais les Européens accéléraient la formation d'une élite indigène, qui, si les évènements ne s'étaient pas précipités, aurait pu prendre en main la destinée des populations Congolaises.

Mais l'erreur des Portugais fut aussi l'erreur des Belges. Tous deux ont pensé pouvoir réaliser à l'intérieur de leurs frontières leurs projets respectifs sans tenir compte de ce qui se passait à l'extérieur. Sur le plan intérieur, les idées Belges étaient pratiques, hardies, beaucoup plus réalistes certes que celles des Portugais (on pourra se demander ici pourquoi l'Angola ne s'est alors soulevé qu'un an après le Congo et je répondrai sans hésitation : « parce qu'au Portugal, il y a M. Salazar comme chef »). Cette politique Belge, dis-je, aurait conduit à un suc-

cès à peu près certain si le Congo avait été une île. Mais, étant donné sa situation géographique, il était à prévoir que tout changement de politique dans une colonie voisine aurait obligatoirement, à plus au moins brève échéance, des répercussions désastreuses dans l'état Congolais. L'indépendance a été prématurément donnée aux possessions françaises d'Afrique. On connaît la suite. Elle est lamentable. A la vérité, on comprend mal que des nations qui, sans intervenir de façon décisive ont laissé assassiner leurs fils, violer leurs femmes, incendier leurs maisons, se mêlent encore de vouloir donner des leçons aux Sud-Africains chez qui règnent l'ordre, la paix, la joie et la prospérité. En vérité, ces nations ont cessé d'être de grandes nations, même si leurs services de statistiques leur montrent à longueur de journée les courbes ascendantes de leur évolution économique ; car ce qui fait la grandeur d'un peuple, ce n'est pas uniquement la prospérité, mais aussi la vertu.

L'erreur des Européens en général et, on doit l'avouer, des Français en particulier, est de prendre son point de vue pour une référence universelle. On nous a jadis appris que nos ancêtres parcouraient l'Europe en imposant la République dont personne ne voulait. De nos jours, la démagogie, le refus de l'effort, nous a fait prendre en quelque sorte la tête d'un des plus vastes et des plus redoutables mouvements subversifs qui aient jamais menacé l'Occident.

On a inlassablement répété à des populations encore primitives qu'elles étaient mûres pour l'indépendance. Il faut avoir parcouru l'Afrique Centrale pour se rendre compte du ridicule d'une telle politique.

Indépendance pour nous, c'est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à organiser librement leur patrie selon leur génie propre. Ceci a peut-être été compris par quelques leaders africains, mais ceux-ci, infiniment plus réalistes que nous, savent très bien qu'ils ne peuvent tenir à leurs frères de race de tels discours. Alors, comme il faut bien tout de même être là pour quelque chose, se faire remarquer, plébisciter par la masse, être fonctionnel en quelque sorte, on fait appel à ce qu'il y a de plus sordide dans l'être humain... On déchaîne la haine raciale comme le fit jadis si justement Patrice Lumumba, par exemple.

Au-delà du Limpopo, dans les montagnes du Drakensberg, sur les Hauts plateaux du Veld... les Sud-Africains observent. Ils ont été témoins des évènements du Kenya, de la Tunisie, du Maroc, ils ont apprécié la politique paternaliste des Belges, l'intégrationnisme portugais, eux plus que d'autres comprennent le désespoir des Français d'Algérie nés sur une terre qui déjà ne leur appartient plus... Alors ils comprennent que si une politique est valable, c'est évidemment la leur. Pour eux, pas

de solutions de rechange. Comme le fait fort justement remarquer M. Cartier, dans *Match*, ils sont le dos au mur, n'ayant pas d'autre patrie que la terre où ils sont nés.

Or, quelle est au juste leur position en matière de politique indigène ?

Depuis 1921, avec M. Herzog, célèbre général nationaliste Sud-Africain, un ségrégationnisme de droit a succédé à un ségrégationnisme de fait.

Déjà, en 1903, M. Herzog déclarait :

« Je me suis fait l'apôtre de la ségrégation, la considérant comme la seule solution permanente à la question (Indigène). Pour moi, il est évident qu'à moins qu'on adopte cette politique très prochainement, les conditions indispensables à sa réalisation s'évanouiront.

« C'est avec un sentiment qui tient de l'horreur que je songe à l'avenir tant que cette question n'est pas résolue. Nos enfants et leur postérité sentiront de plus en plus le poids-mort d'une civilisation inférieure, les entraînant à son propre niveau à moins qu'ils n'abandonnent le pays ou ne supportent d'être complètement extirpés d'eux-mêmes. »

En 1913, à Prétoria, il donnait les grandes lignes de la politique actuelle suivie par l'Union en déclarant notamment :

« Ne prenons donc pas toute l'Union pour nous et mettons-en une certaine partie à part pour les indigènes, afin qu'ils s'y développent conformément à leur nature. »

Plus tard, le docteur Malan devait ajouter :

« Nous participerons à l'évolution des races nègres vivant à l'intérieur des frontières de l'Union. Mais nous les élèverons selon leur génie propre et nous ne les européaniserons pas. »

Dès lors, l'orientation de la politique indigène ayant été clairement définie, les Sud-Africains vont s'attacher à réaliser leur entreprise.

En 1921, le même général Herzog annonce :

« Notre but politique fixe est la ségrégation. Le Cafre n'obtiendra pas le droit de vivre où il veut, mais nous mettrons des terres à part pour lui. Le Blanc sera traité de la même façon. Le but final étant d'assurer que ni l'un ni l'autre n'entrave le développement de l'un ou de l'autre ».

Le Transkei, le Ciskei, les terres du Zoulouland sont remises aux Indigènes.

On a prétendu que ces terres avaient été choisies comme étant les plus pauvres. Rien est plus faux. Elles sont, au contraire, très riches et situées dans une des régions d'Afrique du Sud exposées aux moussons, donc très arrosées.

Conformément au plan du docteur Malan, l'Union s'est attachée à l'émancipation économique et culturelle du Noir. Nulle part en Afrique, l'Indigène ne perçoit des salaires si élevés (minimum vital : 20 livres par mois).

Sur le plan éducatif, la scolarisation sera totale dans moins de cinq ans. En 1954, plus d'un million d'enfants noirs fréquentaient l'école primaire pour une population de 9 millions d'habitants. Rappelons à titre de comparaison que l'ancienne Afrique Occidentale Française ayant à l'époque 15 millions d'habitants, n'avait que 66.000 élèves dans les écoles primaires. Il existe en Union Sud-Africaine dix Universités ouvertes aux Noirs.

Sur le plan sanitaire, les résultats sont considérables. Les grandes maladies endémiques ont pratiquement disparu. Le plus grand hôpital de l'Afrique se trouve à Baragwanath près de Johannesburgh.

Dans tous les domaines, les Noirs Sud-Africains évoluent infiniment plus vite que dans le reste du Continent. Ce sont, bien entendu, les Blancs qui financent pour les trois-quarts ces réalisations.

Et pourtant, ils ne sont pas obligés de le faire. N'oublions pas que les Européens sont arrivés au Transvaal et au Natal cent trente ans avant les Noirs. Ceux-ci n'y sont venus d'ailleurs que pour tenter d'abord de s'imposer par la force et y sont restés après leur défaite pour travailler et jouir des avantages économiques que les Blancs procuraient par leur travail et leur initiative. Peu nombreux à l'origine, les Noirs se sont multipliés grâce aux soins, à l'hygiène, à la paix apportés par les Européens.

On a souvent répété : « Les Sud-Africains refusent d'accorder le droit de citoyenneté à part entière aux Noirs. Mais ils continuent à les employer dans les mines et dans les plantations. » En réalité, les Européens ne cessent de répéter qu'ils sont prêts à se passer définitivement de la main-d'œuvre indigène, quoi qu'il puisse leur en coûter, afin de conserver intact leur principe de ségrégation. Mais les Bantous, habitués à des salaires élevés et au confort qui en résulte seraient beaucoup plus touchés que les Européens par une telle mesure.

Pourtant, on peut déjà entrevoir les grandes lignes de l'évolution future de l'Union Sud-Africaine.

Déjà, en 1921, conscient du danger que représentait la prolifération excessive des Indigènes et de ses incidences dans le domaine économique, M. Herzog déclarait :

« Il faudra donc qu'il y ait séparation industrielle entre les deux races, car autrement il n'y aura jamais la paix en Afrique du Sud. L'Indigène ne cessera jamais de lutter pour le

droit de vote et, avant que le Blanc permette qu'on l'évince par une majorité de voix, il y aura de la casse...

Aujourd'hui, les évènements se précipitent. Le Gouvernement Sud-Africain a très bien compris que son salut résidait dans la création rapide d'un état Blanc. Pour se faire, il a rompu avec le Commonwealth qui, à cause des majorités Afro-Asiatiques constituant cet ensemble, était un handicap à la réalisation de ce projet.

Un très grave problème se pose cependant : celui de l'augmentation rapide de la population européenne. Trois millions de Blancs seulement sont actuellement en face de neuf millions de Zoulous dont la conscience politique s'éveille en même temps que l'esprit revendicatif. Il s'agit pour l'Union de pouvoir absorber et classer en un temps record plusieurs centaines de milliers d'Européens. Certes, en Europe, en Amérique, dans les ex-possessions Européennes d'Afrique surtout, les éléments sains ne manquent pas. Mais il est à craindre qu'ayant prématurément rompu avec la Grande-Bretagne, les difficultés économiques soient telles qu'un projet d'immigration massive soit pour l'instant irréalisable.

Le 31 mai 1961, la République Sud-Africaine sera proclamée et l'on voit que les difficultés ne manqueront pas d'assaillir très tôt le jeune état. C'est naturellement du plus profond du cœur que nous lui souhaitons bonne chance. Car, n'en doutons pas, l'enjeu est capital. Le drame qui déchire à l'heure actuelle l'Europe et l'Afrique n'est ni économique, ni politique. Il est à caractère racial.

De la réussite Sud-Africaine dépend pour une part le salut de l'Occident et de la Civilisation chrétienne.

Robert ANDERS.

Imprimerie Maurice MIDOL. — Montargis (Loiret)
Dépôt légal : 2e trimestre 1961. N° d'impression : 298.
Le gérant : Jean CHERVET.